



Assemblée générale

NOV

PROVISOIRE

A/42/PV.42
27 octobre 1987

FRANCAIS

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 42e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 19 octobre 1987, à 15 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)
puis : M. WIJEWARDANE (Sri Lanka)
(Vice-Président)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14]

- a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence
- b) Projet de résolution

Développement et coopération économique internationale [82] (suite)

- e) Environnement : note du Secrétaire général

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

- a) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL TRANSMETTANT LE RAPPORT DE L'AGENCE (A/42/458 et Corr.1)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/12/L.6)

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je propose que la liste des orateurs pour le débat sur cette question soit close aujourd'hui, à 17 heures. Si je n'entends pas d'objections, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je demande donc aux représentants qui souhaitent prendre la parole dans le débat d'inscrire leurs noms sur la liste aussi rapidement que possible.

J'invite le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 1986.

M. BLIX (Agence internationale de l'énergie atomique) (interprétation de l'anglais) : C'est pour moi un honneur que de présenter les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique à cette réunion annuelle de l'Assemblée générale. L'Assemblée est saisie du rapport de l'Agence pour 1986. Cette année a été marquée par l'accident de Tchernobyl mais également par une coopération intergouvernementale sans précédent dans le cadre de l'AIEA. La confiance dans l'Agence et les traditions de bonne coopération qui se sont développées au cours des 30 années d'existence de l'Agence se sont révélées être des atouts considérables au moment où il a été nécessaire de prendre des mesures décisives et rapides l'année dernière. Les membres ont trouvé naturel de recourir à l'AIEA pour procéder à un examen global à l'issue de l'accident en vue d'élaborer et d'adopter de nouvelles conventions sur la notification rapide et l'assistance d'urgence en cas d'accident nucléaire et d'adopter un certain nombre de mesures internationales dans le domaine de la sécurité en matière d'énergie nucléaire.

Cent treize Etats sont maintenant membres de l'AIEA, et certains d'entre eux ont des centrales nucléaires ou sont en train d'en construire. Les programmes de sécurité nucléaire et de protection radiologique sont devenus l'une des principales activités de l'Agence. La coopération technique qui s'élevait à 250 000 dollars en 1958 représente aujourd'hui environ 40 millions de dollars et n'a cessé de s'accroître de 12 % par an ces dernières années. Les garanties couvrent maintenant 95 % de tout le matériel nucléaire dans les Etats non dotés d'armes nucléaires, et les cinq Etats dotés d'armes nucléaires ont invité volontairement l'Agence à s'acquitter des inspections de garantie dans pratiquement toutes leurs installations nucléaires à des fins pacifiques. Cette première inspection internationale sur place et le système de vérification dans le monde opèrent maintenant depuis 26 ans et 200 inspecteurs s'acquittent de plus de 2 000 inspections par an dans 58 pays. S'il est vrai que l'Agence n'a pas été sans susciter des controverses et traverser des crises, elle s'est renforcée au cours de sa quatrième décennie, avant tout parce que les membres estiment qu'elle constitue un instrument essentiel, qu'ils utilisent.

M. Blix

Depuis sa création à Vienne il y a 30 ans, l'AIEA a bénéficié de l'assistance et de la compréhension permanentes de notre gouvernement hôte et de la ville de Vienne. J'aimerais exprimer la gratitude sincère de l'Agence au Gouvernement et au peuple autrichiens pour leur hospitalité sans faille et pour les efforts qu'ils ont fait pour répondre à nos besoins.

A l'occasion du trentième anniversaire de l'AIEA, il convient de se pencher un moment sur le passé et de se demander ce que les membres fondateurs voulaient réaliser grâce à cette organisation et ce qu'ils ont réellement réalisé. La raison d'être de l'Organisation, telle qu'elle apparaît dans son statut, est l'idée que l'atome peut et doit être mobilisé pour le bien-être de l'humanité, qu'un transfert de la technique, de l'équipement et du matériel fissile nucléaire peut être effectué avec la garantie qu'aucune utilisation militaire n'en sera faite, et que des exigences de sécurité élevées peuvent et doivent être réalisées.

Le statut de toute organisation internationale n'est qu'un cadre dans lequel les membres coopèrent. Certaines dispositions du statut de l'Agence, par exemple celles qui permettent à l'Organisation d'être le propriétaire et l'exploitant des installations nucléaires ou le gardien des matériels fissiles, n'ont pas été utilisées jusqu'à présent alors que d'autres dispositions, par exemple celles relatives à la sécurité nucléaire, ont été la base constitutionnelle de programmes et d'activités dynamiques en expansion.

Aujourd'hui il y a - tout comme il y en avait il y a 30 ans - des sceptiques pour dire que tout transfert de technologie nucléaire ou de matériel fissile implique des risques inacceptables d'utilisation militaire, c'est-à-dire de prolifération. C'est avec une certaine satisfaction que nous pouvons constater face à ce scepticisme qu'aucune installation nucléaire ou qu'aucun matériel fissile nucléaire transféré sous réserve des mesures de garantie de l'AIEA n'a été, à notre connaissance, détourné à des fins militaires. On peut aussi dire avec certitude que si la voie du secret nucléaire constant et du non-transfert de technologie nucléaire avait été choisie il y a 30 ans, le monde aurait pu connaître de nombreux programmes nucléaires indépendants autochtones sans garantie contre le risque de prolifération.

Je propose maintenant d'examiner de façon plus détaillée les travaux de l'Agence dans les trois grands domaines que sont la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire, notamment de la puissance nucléaire, la sécurité et les

M. Blix

garanties. Enfin, je discuterai de certains problèmes administratifs et financiers que connaissent aujourd'hui les organisations internationales y compris l'AIEA.

L'utilisation la plus importante du point de vue économique de l'énergie nucléaire est la production de l'électricité par des réacteurs d'énergie. Aujourd'hui il y a environ 400 réacteurs de ce type qui fonctionnent et qui produisent environ 16 % de l'électricité mondiale. Il ne fait aucun doute que cette industrie importante a contribué à réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole et la pression imposée sur les ressources mondiales de pétrole. Cela a aussi contribué fortement à réduire les émissions de soufre, d'oxyde de nitrogène et d'oxyde de carbone dans l'atmosphère.

L'AIEA encourage l'utilisation de l'énergie nucléaire essentiellement en organisant un large échange d'expérience grâce à des conférences, des cours, des symposiums, des ateliers, des publications, des bourses et autres services. Nous venons d'achever une importante conférence sur l'énergie nucléaire et la sécurité à laquelle 500 participants venant du monde entier ont communiqué leurs informations en vue de permettre aux plus grands exploitants de dire à leurs collègues comment réaliser la plus grande fiabilité possible et la plus grande rentabilité économique dans les centrales nucléaires.

Je dois également dire que l'AIEA administre aujourd'hui 10 systèmes d'information à l'échelon mondial. Par exemple, grâce au système d'information des réacteurs nucléaires les participants peuvent obtenir des données de base sur tous les réacteurs nucléaires du monde et des données sur leur fonctionnement. Grâce au système d'information nucléaire international, un service de bibliothèque de références nucléaires internationales informatisées a été créé et environ 90 000 nouvelles données y sont incluses chaque année. Un savant ou un ingénieur nucléaire, où qu'il se trouve dans le monde, peut avoir recours à ce service à tout moment pour obtenir des renseignements pertinents et récents.

L'Agence est devenue la plus grande maison d'édition du monde dans le domaine des publications techniques et scientifiques nucléaires et publie plus de 200 volumes chaque année.

Dans cette liste d'exemples d'activités, j'aimerais mentionner que l'Agence est responsable de l'administration du Centre international de physique théorique à Trieste, où 3 500 savants viennent chaque année pour participer à des séminaires, à des cours et à des activités de recherche.

M. Blix

L'AIEA ne s'occupe pas de la promotion de l'énergie nucléaire par l'intermédiaire d'activités de relations publiques. Elle a un programme d'information public très modeste. Néanmoins, il est inévitable que dans les différentes instances de l'Agence on discute de l'importance et de l'opportunité de l'énergie nucléaire pour la fourniture d'énergie dans les pays membres. Dans les premiers jours de l'Organisation, cette question ne prêtait pas encore à controverse. Il régnait un optimisme presque illimité quant aux bénédictions de l'énergie nucléaire.

Aujourd'hui, un certain nombre de gouvernements membres ont décidé de ne pas utiliser l'énergie nucléaire ou de l'éliminer alors que d'autres attendent avant de prendre une décision sur l'acquisition de nouvelles centrales, et d'autres encore ne sont pas parvenus à des conclusions très nettes.

M. Blix

Néanmoins, la majorité des gouvernements membres de l'AIEA est favorable à une utilisation accrue de l'énergie nucléaire. La France, qui fabrique déjà 70 % de son électricité à partir de l'énergie nucléaire, poursuit son programme ambitieux. Le Japon, qui, comme la France, n'a pas sur son territoire suffisamment de ressources en pétrole, en charbon et en gaz, a de plus en plus recours à l'énergie nucléaire et prévoit que sa capacité nucléaire passera de 25 800 mégawatts - sa production actuelle - à 53 000 mégawatts au moins en l'an 2000. Bien qu'aucune nouvelle commande de centrale nucléaire n'ait été passée depuis longtemps aux Etats-Unis, leur programme, qui se compose de plus de 100 réacteurs en fonctionnement, reste le plus important au monde et le rapport officiel récent des Etats-Unis, intitulé "Sécurité en matière d'énergie", appuie l'option énergie nucléaire. Il en va de même du rapport sur l'énergie publié par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et plusieurs déclarations politiques de l'Union des Républiques socialistes soviétiques soulignent la détermination du Gouvernement soviétique de poursuivre l'option énergie nucléaire, tout en renforçant la sécurité.

Plusieurs nouvelles commandes de centrale nucléaire ont été passées depuis l'accident de Tchernobyl - par exemple au Japon et en République de Corée - et, au Royaume-Uni, un nouveau programme de construction d'énergie nucléaire a été mis en branle par le Gouvernement après une très longue enquête publique sur tous les aspects envisageables d'une nouvelle centrale à Sizewell.

De nombreux pays en développement, notamment ceux qui n'ont pas de ressources hydrauliques ou fossiles, ou très peu, sont intéressés par l'option énergie nucléaire, mais peu d'entre eux se sont engagés dans ce type d'activités. L'Inde a développé une grande capacité autochtone et prévoit une expansion considérable. La Chine se lance actuellement, résolument mais modestement, dans un programme d'énergie nucléaire, tout en utilisant surtout le charbon pour accroître sa production d'électricité. Pourtant, d'autres pays en développement hésitent, surtout à cause des investissements initiaux très lourds. Un groupe d'experts, qui s'est réuni l'année dernière dans le cadre de l'AIEA, a affirmé qu'il était vital de développer une production électrique supplémentaire dans les pays en développement et a signalé qu'il fallait dépasser les contraintes concernant la main-d'oeuvre formée et l'infrastructure technique et organisationnelle. Le groupe a instamment demandé à l'AIEA d'aider tout Etat membre qui souhaiterait évaluer l'option énergie nucléaire dans le cadre de sa planification énergétique et sa planification de développement. Il a aussi préconisé d'insister davantage sur la

M. Blix

coopération régionale en matière d'études de planification de l'énergie nucléaire et d'autres énergies. Il est évident que dans certaines régions du monde une coopération régionale accrue en matière de production et de distribution d'électricité pourrait être très utile.

L'attitude positive de la majorité des Etats membres de l'AIEA à l'égard de l'énergie nucléaire se fonde sur plusieurs idées : l'économie, la fiabilité des centrales, l'indépendance énergétique et la protection de l'environnement. Les gouvernements de certains pays de l'Europe de l'Est, comme la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande et la Pologne, qui reconnaissent que de graves problèmes écologiques sont liés à leur dépendance croissante des combustibles fossiles, estiment que l'absence d'effluents et le gaspillage limité sont un avantage énorme de l'énergie nucléaire.

Alors que la plupart des gouvernements sont toujours favorables au développement de l'énergie nucléaire, il est tout à fait clair que l'accident de Tchernobyl a rendu le public plus hésitant. L'attitude plus distante manifestée par quelques gouvernements à l'égard de l'énergie nucléaire reflète également, je pense, la réaction du public. Il était peut-être inévitable aussi que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, qui s'est réunie et a discuté de l'énergie immédiatement après l'accident de Tchernobyl, s'attachât surtout à ce qu'elle estime être les problèmes liés à l'énergie nucléaire, sans dire un mot de ses avantages. Dans une discussion d'ordre écologique à propos des différentes sources d'électricité, on aurait pu s'attendre que la Commission non seulement fasse un commentaire objectif - à savoir que toute source d'énergie a ses propres coûts pour la santé et l'environnement, ses propres avantages et ses propres risques - mais dise également que la production d'électricité nucléaire qui ne dégage ni dioxydes sulfureux, ni oxyde de nitrogène, ni dioxydes de carbone ne contribue ni à la pluie acide ni à ce qu'on appelle l'effet de serre, que les quantités de déchets nucléaires sont limitées et qu'il est donc possible de les isoler de façon très sûre. Je dirai à titre d'exemple qu'en France, comme cela a été indiqué à la dernière Conférence générale, le grand programme d'énergie nucléaire a contribué à réduire les émissions d'oxyde de soufre et d'oxyde de nitrogène des centrales de 50 % depuis 1980. Des chiffres analogues peuvent être cités pour d'autres pays. Je pense qu'il convient de les étudier dans un monde qui souffre à juste titre de la destruction de l'environnement et des risques que représente la combustion de combustibles fossiles à grande échelle.

M. Blix

Si le public est nettement moins favorable à l'énergie nucléaire depuis l'accident de Tchernobyl, dans beaucoup de pays, au contraire, cet accident a suscité une action importante de la part des compagnies et des gouvernements en vue de prévenir des accidents impliquant des émissions radioactives à l'avenir et d'atténuer les conséquences d'un éventuel accident. Dans le cadre de l'AIEA, un programme supplémentaire important en matière de sécurité nucléaire a été développé depuis l'accident de Tchernobyl. Je vais rappeler brièvement les principaux événements qui se sont produits dans ce domaine l'année dernière.

Depuis quelque temps, on se demande si une nouvelle génération de centrales nucléaires plus sûres que celles qui existent actuellement pour les types les plus courants ne pourrait pas être développée. La réponse à cette question est qu'aucune technique n'est valable pour toujours et que tous les nouveaux types de réacteurs nucléaires doivent être soumis à des essais. Il faut encourager ce travail et l'AIEA a créé un groupe au sein duquel des experts gouvernementaux échangent des idées et leurs expériences au titre de leurs programmes respectifs dans ce domaine. Néanmoins, si nous voulons être réalistes, il nous faut reconnaître que de 60 à 70 % des réacteurs nucléaires qui fonctionneront en l'an 2000 fonctionnent déjà aujourd'hui. Nous pouvons donc en déduire qu'un renforcement de la sécurité de l'énergie nucléaire doit nécessairement porter sur une sécurité opérationnelle et sur l'amélioration de ces réacteurs. Le programme actuel de l'agence insiste également sur ce point.

Je tiens à signaler maintenant que la production d'électricité à partir de réacteurs à fusion, qui ne se fera pas avant plusieurs décennies, est un projet qui est vivement soutenu dans un nouveau projet mené sous l'égide de l'AIEA. Les Etats-Unis, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Communauté européenne et le Japon lancent en commun un programme de réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER) qui, sous la protection de l'Agence, va développer un nouveau type de réacteur en fusion. Il est réconfortant de voir que cet effort en vue de trouver un moyen de répondre aux besoins futurs de l'humanité en matière d'énergie est entrepris de façon commune par des grands groupes et que ceux-ci ont choisi de le faire dans le cadre de l'AIEA.

Après l'accident de Tchernobyl, l'élaboration d'un système de normes de sécurité internationale contraignantes en matière d'énergie nucléaire a été demandée. Dans les normes de sûreté nucléaire de l'Agence, il existe déjà une série globale de normes acceptées par tous mais qui ne sont pas obligatoires. Ces

normes sont mises à jour actuellement et il est probable que de nombreux gouvernements diront de façon explicite qu'ils les acceptent et les respectent, même si leurs propres normes nationales sont encore plus détaillées.

Parmi les mesures prises dans le cadre de l'AIEA après l'accident de Tchernobyl, il convient de citer l'élaboration et l'adoption d'une Convention sur la notification rapide et d'une autre Convention sur l'assistance d'urgence en cas d'accident nucléaire. Ces conventions sont entrées en vigueur depuis et des mesures ont été prises pour qu'elles soient opérationnelles. L'Union soviétique a notifié à l'Agence un accident concernant un sous-marin nucléaire dans l'Atlantique nord au printemps dernier et le Brésil a demandé - et a reçu - récemment une assistance d'urgence après le vol d'une source de radiations qui avait contaminé plusieurs personnes avec du caesium.

M. Blix

L'absence d'accord international sur les niveaux de radiation auxquels la consommation ou l'importation de différentes sortes de nourriture doivent être interdites en raison du risque de contamination radioactive est un défaut qui a été amèrement ressenti après l'accident de Tchernobyl. Les normes radicalement différentes appliquées par divers gouvernements - qui conduisent souvent au rejet injustifié de denrées alimentaires - n'ont pas accru la confiance du public dans leur gouvernement. C'est indubitablement aux gouvernements que revient la décision finale concernant les niveaux d'intervention. Néanmoins, une méthode de définition de ces niveaux a été élaborée dans le cadre de l'AIEA et nous prêtons maintenant notre concours à nos organisations soeurs, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'à la Codex Alimentarius Commission dans leurs futurs travaux.

Parmi les programmes de l'Agence, qui visent à promouvoir la sécurité opérationnelle, aucun n'a été accepté aussi rapidement et spectaculairement que son programme des équipes d'examen de la sûreté d'exploitation (OSART). Au titre de ce programme, une équipe internationale composée de 12 experts - souvent des directeurs d'usines nucléaires - est envoyée par l'AIEA dans une usine nucléaire, sur l'invitation d'un gouvernement membre, pour y examiner sa sécurité opérationnelle. Cette équipe y séjourne pendant environ trois semaines et présente ensuite un rapport. Le niveau élevé de compétence des experts, dont l'Agence a pu disposer pour assurer ses missions, s'est reflété dans l'appréciation que leurs commentaires et leurs rapports ont suscitée. Des demandes de missions OSART ont émané de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud. Nous avons récemment achevé la première mission dans une usine aux Etats-Unis et l'on nous a demandé d'envoyer des missions, l'année prochaine, en Union soviétique, au Japon, au Royaume-Uni et dans plusieurs autres Etats Membres.

Je signale à ce propos que, tout récemment, une réunion internationale s'est tenue à Paris à laquelle ont participé des sociétés produisant de l'électricité au moyen de l'énergie nucléaire. Ces sociétés ont décidé de créer une organisation internationale en vue de promouvoir la sécurité, en procédant en particulier à un échange de données d'expérience en matière d'opération. Nous avons eu raison, au niveau intergouvernemental, de nous féliciter de cette initiative prise à un échelon non gouvernemental. La principale responsabilité de la sécurité nucléaire incombe toujours à l'exploitant, et rien ne doit être fait à l'échelon gouvernemental ou international pour diminuer cette responsabilité.

M. Blix

Alors que la sécurité opérationnelle a été et continue d'être le centre d'attention, des gouvernements coopèrent aussi avec l'Agence sur la question du maniement sûr du combustible dépensé et de l'évacuation des déchets. Les experts ont longtemps estimé qu'aucune percée scientifique ou technique ne s'impose dans ce domaine. Pourtant, il est clair que l'opinion publique n'accepte pas encore, d'une façon générale, ce point de vue pas plus que la Commission sur l'environnement et le développement. Seule la création de dépôts pourra peut-être influencer l'opinion publique. C'est là aussi que des événements récents se sont produits.

Beaucoup d'applications non énergétiques de l'énergie nucléaire sont essentielles pour la société, et une grande partie de la coopération technique de l'AIEA avec les pays en développement consiste en un transfert de la technologie et des connaissances en rapport avec l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les domaines de la médecine, de l'agriculture et de l'industrie. Pendant plusieurs années de croissance zéro, ou presque, dans le budget ordinaire de l'Agence, le programme d'assistance technique et de coopération, financé au moyen de contributions volontaires, a représenté l'un des éléments principaux de l'accroissement de nos activités. En termes absolus, les montants en jeu ne sont pas écrasants et de plus en plus de ressources pourraient être très bien utilisées. Néanmoins, beaucoup a déjà été fait, et je suis heureux de dire que nos Etats membres en développement estiment, d'une manière générale, tirer un profit significatif et réel de leur qualité de membre. La Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, qui s'est tenue au printemps dernier à Genève, en a été l'illustration.

J'ajoute également que la protection contre les rayonnements est devenue un élément très important dans les programmes d'assistance technique de l'Agence, soit en tant que question séparée soit en tant que question associée à l'assistance fournie dans d'autres domaines. Alors que les conséquences exceptionnelles de l'accident de Tchernobyl ont fait prendre de plus en plus conscience de la nécessité de surveiller l'environnement et la nourriture, la nécessité de réglementer et de superviser l'utilisation quotidienne des rayonnements dans la médecine et dans l'industrie n'a pas souvent bénéficié d'une égale prise de conscience, et des accidents sont arrivés. Les nombreuses équipes consultatives de protection contre les rayonnements, que l'Agence envoie aux Etats Membres depuis 1984, ont fait apparaître que de nombreux pays ne sont pas dotés d'une

dotés d'une infrastructure de protection contre les rayonnements. L'Agence est disposée à aider ces pays, à leur demande, pour y former une main-d'oeuvre et créer une réglementation et des structures.

Les garanties de l'AIEA ont pour fonction essentielle de veiller à ce que les engagements en matière de non-prolifération soient respectés. Ce faisant, elles servent à dissiper certaines des craintes que l'utilisation accrue de l'énergie nucléaire et le transfert de la technique nucléaire puissent augmenter le risque d'une prolifération horizontale, c'est-à-dire d'une diffusion des armes nucléaires dans davantage de pays. La fonction de garanties de l'Agence s'est considérablement accrue au fil des ans à mesure qu'un nombre plus élevé d'Etats ont adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité de Tlatelolco et que plus d'installations et de matériels nucléaires ont été soumis aux garanties. Quatre Etats supplémentaires ont adhéré au Traité sur la non-prolifération en 1986, et l'Espagne y adhérera d'ici à la fin de l'année. Les garanties sont aujourd'hui une condition préalable au commerce nucléaire. Vers la fin de 1986, il n'y avait pas moins de 485 installations nucléaires garanties et 414 autres emplacements contenant de petites quantités de matières sous garanties dans les Etats non dotés d'armes nucléaires. De plus, neuf installations étaient soumises aux garanties dans les Etats dotés d'armes nucléaires.

Je voudrais également souligner qu'un accord de principe a été réalisé sur les contenus d'un accord de garanties, à la suite de l'offre de la Chine de soumettre certaines de ses installations nucléaires civiles aux garanties de l'Agence. Lorsque cet accord entrera en vigueur, les cinq Etats dotés d'armes nucléaires devront soumettre tout ou partie de leurs activités nucléaires pacifiques aux garanties.

Voilà le bon côté du tableau. Il convient toutefois de prendre acte des critiques de nombreux pays, selon lesquelles les efforts promis en matière de désarmement nucléaire, dans le cadre du Traité sur la non-prolifération, n'ont jusqu'à présent abouti à aucun accord. Il est évident que si les négociations actuelles débouchent sur des réductions notables des arsenaux d'armes nucléaires et - ce qui est tout aussi important - sur une interdiction complète des essais, l'appui politique à l'égard du Traité sur la non-prolifération et les garanties de son respect s'en verront renforcés. Il conviendrait dès lors de se poser la question suivante : comment vérifier le stockage non militaire ou l'utilisation pacifique d'énormes quantités d'uranium et de plutonium enrichis qui en

M. Blix

résulteraient. L'AIEA n'est pas appelée à participer aux activités de désarmement, mais chacun sait qu'elle possède l'expérience en matière de garanties du matériel nucléaire à des fins pacifiques, y compris le matériel dont disposent des Etats dotés d'armes nucléaires. Malheureusement, les politiques de croissance zéro adoptées, ces dernières années, n'ont pas permis à l'Agence de procéder à des opérations autres que des opérations de simples garanties dans les Etats dotés d'armes nucléaires bien que la troisième Conférence d'examen du TNP ait recommandé que l'Agence utilise plus pleinement les offres volontaires de ces Etats.

Je tiens également à souligner, dans le chapitre des garanties, que bien que les entretiens de l'Agence avec l'Afrique du Sud en ce qui concerne la soumission volontaire de son usine d'enrichissement semi-commercial aux garanties n'aient pas progressé cette année, le Premier Ministre sud-africain a récemment fait part de l'intention de son gouvernement d'entamer des discussions en vue de la signature du Traité sur la non-prolifération. Inutile de dire que l'Agence est prête à débattre immédiatement des éléments d'un accord type de garanties du TNP avec le Gouvernement sud-africain. Un tel accord - s'il était conclu - permettrait indubitablement d'apaiser les craintes suscitées en Afrique par le danger que ferait peser la possession par l'Afrique du Sud de la capacité nucléaire.

Lors de la célébration du trentième anniversaire de l'AIEA cette année, de nombreux témoignages d'appui et de nombreuses louanges ont émané des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres. Une organisation ne peut malheureusement pas se contenter de louanges. Elle a besoin d'un budget qui couvre les tâches qu'elle est appelée à entreprendre; elle a besoin que les membres payent leurs cotisations et elle a besoin de conditions de travail et d'emploi qui attirent et retiennent un personnel très compétent. Je dois malheureusement dire à l'Assemblée que nous rencontrons des difficultés dans tous ces domaines.

M. Blix

L'AIEA a eu la chance d'avoir à sa disposition un personnel technique et scientifique très expérimenté. Quelque 60 % des professionnels ont des contrats pour une durée limitée à cinq ou six ans et 40 % seulement ont un contrat à long terme. De cette façon on réalise à la fois le renouvellement et la stabilité. En outre, nous devons être compétitifs avec le marché privé de tous les Etats pour attirer un personnel nouveau et pour garder notre personnel à long terme. La façon dont le système commun des Nations Unies a travaillé ces dernières années nous a nuï. Je ne donnerai que deux exemples. Les principales dépenses de nos cadres s'effectuent en schillings autrichiens, monnaie de leurs rémunérations, alors que celles-ci sont calculées sur la base du dollar E.-U. Pendant longtemps le système n'a pas pu neutraliser les effets des fluctuations monétaires et les fonctionnaires ont vu leurs salaires nets diminuer au fil des années.

Les inégalités sont encore plus frappantes dans le calcul des pensions. La réduction de celles-ci est telle que les fonctionnaires estiment qu'il s'agit là d'une violation d'un droit acquis. Qui plus est, les fluctuations des taux de change du dollar en schillings ont eu un gros impact sur le montant des pensions versées en schillings. Dans une période où le dollar est en baisse, prendre sa retraite un an ou même un mois plus tard peut impliquer une pension réduite en schillings. Prenons l'exemple de deux fonctionnaires de la même classe ayant 20 ans de service : celui qui part à la retraite plus tard recevra une pension inférieure de 25 % à celle versée à celui qui l'a prise plus tôt. De telles inégalités sont nuisibles au moral des fonctionnaires.

L'Assemblée est à nouveau saisie de quelques propositions de la Commission de la fonction publique internationale et du Comité mixte de la Caisse des pensions du personnel des Nations Unies relatives aux conditions de service des fonctionnaires internationaux. Je suis heureux qu'une période intérimaire de trois ans ait été proposée en attendant le prochain réexamen des prestations de pension. J'espère aussi que l'Assemblée pourra se mettre d'accord sur une recommandation en vue d'accroître les contributions à la Caisse des pensions pour améliorer son statut actuariel, et pour déterminer un "plancher" pour le taux de change en vue d'enrayer la tendance à la baisse des pensions nettes qui affecte les retraités en raison des fluctuations des taux de change.

Je comprends fort bien que les discussions tenues à New York tiennent compte essentiellement des conditions à New York. Néanmoins, si l'on veut qu'un système commun soit viable, il faut tenir davantage compte des conditions de service du

M. Blix

grand nombre de fonctionnaires affectés à Vienne et à Genève et dans d'autres lieux éloignés de New York.

Ma dernière observation porte sur le budget de l'AIEA et sur le versement des contributions des membres. On peut comprendre que les gouvernements qui sont préoccupés par les budgets gravement déséquilibrés et/ou par le manque de devises étrangères aient adopté une attitude restrictive face aux budgets des organisations internationales. A l'AIEA nous essayons depuis plusieurs années avec succès de mener à bien un programme élargi avec une croissance du budget de zéro ou de près de zéro. Néanmoins, l'Agence ayant le devoir de protéger un nombre toujours croissant d'installations nucléaires et des quantités croissantes de matériel nucléaire ainsi que de gérer des fonds accrus de coopération technique, la politique de croissance-zéro risque de saper la qualité et même l'application de notre programme. Si les Membres exigent plus de travail, il faut soit abandonner certaines activités réalisées actuellement, soit accepter une certaine croissance du budget.

L'année dernière, les contributions volontaires spéciales nous ont permis de mener à bien des réunions et des activités non programmées à la suite de l'accident de Tchernobyl. Pour l'année en cours et pour 1988 des augmentations mineures du budget ont été acceptées en vue de satisfaire le programme de sécurité nucléaire complémentaire. Si cela a permis à l'AIEA de travailler cette année à un rythme accéléré, le risque d'une crise de trésorerie dû au retard apporté par certains membres au versement de leurs contributions nous a malheureusement forcés à ralentir notre travail. Des voyages, des réunions et des achats ont été remis à plus tard, ce qui, de toute évidence, a des conséquences négatives sur la mise en oeuvre des programmes. Certaines activités que des Etats Membres ont incluses dans le programme de cette année ne pourront être menées ou devront être remises à plus tard.

Ce dont l'AIEA a besoin maintenant, c'est que les Etats Membres s'astreignent dans leurs paiements à une discipline aussi saine que celle qui a été imposée à l'Organisation dans ses dépenses pendant les années où la croissance du budget était de zéro ou proche de zéro. Bien que le règlement financier approuvé par les Etats Membres exige le versement des contributions au début de l'année, de nombreux gouvernements l'ont remis à beaucoup plus tard, souvent même à la fin de l'année.

M. Blix

Les circonstances spéciales, telles que la hausse du taux de change dollar/schilling ces dernières années, ont retardé la crise jusqu'à l'automne dernier. Il va sans dire, par conséquent, qu'aucune organisation ne peut au cours d'une année fonctionner et utiliser ses ressources régulièrement et économiquement si une grande partie des contributions ne sont versées qu'à la fin de l'année. Si cette situation se poursuit, alors, comme l'a dit récemment M. Mahler, Directeur général de l'OMS, nous n'aurons pas de budget en termes réels mais en termes irréels. Cela signifie une mauvaise utilisation du personnel et d'autres ressources, qui nuit au Programme de coopération que les gouvernements ont concerté. Une telle situation ne peut qu'être contraire aux intérêts des Etats Membres. C'est en s'engageant au plus vite à respecter les règles financières existantes, ou à en convenir de nouvelles qui apporteront à leurs organisations des ressources tout au long de l'année, que les Etats Membres favoriseront les intérêts qu'ils poursuivent par le biais de ces organisations.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne qui va nous présenter le projet de résolution A/42/L.6.

Le Comte YORK von WARTENBURG (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : A l'occasion du trentième anniversaire de la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), c'est un plaisir tout particulier pour moi que d'ouvrir le débat sur le rapport de l'Agence en remerciant le Directeur général, M. Blix, pour la déclaration qu'il vient de faire en présentant le rapport, et à féliciter l'organisation pour le succès de ses travaux. Sa compétence politique et technique est généralement reconnue. La réputation dont jouit l'Agence de par le monde repose sur ses succès. Je tiens à exprimer notre reconnaissance au Directeur général, M. Blix, et à ses collègues qui grâce à leurs hautes qualifications et leur ferme engagement personnel ont grandement contribué à l'efficacité du travail de l'Agence.

L'Agence a réussi, pendant 30 ans, à établir l'équilibre parfois difficile entre la promotion et le contrôle de la puissance nucléaire, qui sont les deux tâches principales de l'Agence, et en même temps les éléments les plus importants du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Un bon exemple de l'efficacité de l'Agence est le rôle qu'elle joue, depuis la catastrophe de

Le Comte York von Wartenburg (RFA)

Tchernobyl, dans l'établissement des conditions fondamentales qu'exige l'amélioration de la sécurité nucléaire à l'échelle internationale.

La République fédérale d'Allemagne est l'un des membres fondateurs de l'AIEA. Elle a activement participé aux activités de l'Agence et n'a cessé de les appuyer depuis lors.*

* M. Wijewardane (Sri Lanka), Vice-Président, assume la présidence.

Le Comte York von Wartenburg (RFA)

Les événements de Tchernobyl ont une fois de plus donné lieu à un débat sur le problème de la politique en matière d'énergie nucléaire. Mon gouvernement a toujours, dans le cadre de ce débat, prôné l'utilisation de l'énergie nucléaire en appliquant les normes les plus strictes possibles de sécurité. L'accent a été mis à ce propos sur les considérations ci-après. L'utilisation de l'énergie nucléaire protège les réserves non renouvelables de sources fossiles d'énergie. Si notre pays et d'autres renonçaient à l'énergie nucléaire, la concurrence pour les sources d'énergie fossile augmenterait considérablement. Cet état de choses aurait notamment des répercussions néfastes sur nombre de pays en développement. En outre, si l'on utilisait davantage les combustibles fossiles, il en résulterait un accroissement énorme de la pollution de l'environnement.

En 1986, l'Agence a fait un excellent travail, notamment dans le domaine de la sûreté nucléaire. Après l'élaboration, en un temps record, des conventions sur l'assistance et sur la notification rapide, on note avec satisfaction que ces conventions ont été signées par plus de 60 nations et qu'elles sont déjà entrées en vigueur. A ce propos, mon gouvernement espère qu'une solution satisfaisante au problème de la responsabilité nucléaire internationale sera trouvée aussi rapidement que possible.

Mon gouvernement apprécie à leur juste valeur les activités de l'Agence dans le domaine de la sûreté nucléaire parce qu'elles confortent les populations dans leur conviction que les normes de sécurité les plus strictes possibles sont déjà ou seront partout appliquées à l'énergie nucléaire, sur la base de la responsabilité qu'a chaque gouvernement et dans le cadre d'une compréhension et d'une coopération entre les pays.

Il convient de noter qu'en 1986 l'Agence est une fois de plus arrivée à la conclusion que rien ne permettait de penser qu'il y avait eu diversion ou utilisation à mauvais escient de matériaux nucléaires soumis aux garanties. Il nous paraît très important qu'entre-temps tous les Etats dotés d'armes nucléaires aient placé toutes leurs installations ou certaines d'entre elles sous les garanties de l'AIEA, dans le cadre des accords d'offres volontaires, ou aient manifesté leur intention de le faire. C'est là une contribution essentielle au renforcement de la crédibilité du système de garanties. Nous demandons donc instamment à tous les Etats dotés d'armes nucléaires d'inclure dans ce cadre davantage d'installations de technique avancée de façon à renforcer la portée de ces offres volontaires.

Le Comte York von Wartenburg (RFA)

Tous les pays intéressés devraient avoir accès aux techniques de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. En fournissant une assistance technique, l'Agence rend un important service aux pays intéressés. Ma délégation est heureuse de noter que de nouveaux progrès ont été faits dans ce domaine.

Toutefois, la République fédérale d'Allemagne est profondément préoccupée de constater qu'au cours de cette année anniversaire, les réalisations de l'Agence risquent d'être remises en cause du fait de retards importants dans le versement des contributions au budget. Compte tenu de cette situation, mon gouvernement prie instamment tous les Etats Membres de faire de leur mieux pour que l'Agence puisse continuer à fonctionner efficacement dans les années à venir. A ce propos, nous considérons que le principe de l'universalité est une condition préalable indispensable au bon fonctionnement et à l'efficacité de l'AIEA en tant qu'organisation mondiale.

En ma qualité de représentant du pays qui préside le Conseil d'administration de l'Agence, j'ai l'honneur, au nom également de la Hongrie et de l'Iraq - les autres membres du bureau -, de présenter le projet de résolution intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique", publié sous la cote A/42/L.6. Ce projet est l'aboutissement de consultations officieuses entre les Etats Membres intéressés, aussi bien à Vienne qu'à New York.

Le projet de résolution qui est presque identique dans sa présentation et son libellé aux résolutions adoptées antérieurement par l'Assemblée générale au titre de ce point, contient toutefois certains ajouts reflétant - aussi bien dans le préambule que dans le dispositif - certaines activités récentes de l'AIEA en matière de sûreté nucléaire.

Aux paragraphes 1 et 2 du dispositif, l'Assemblée générale prend acte du rapport de l'AIEA et proclame sa confiance dans le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière d'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale :

"Prie instamment tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément à son statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sécurité des installations

Le Comte York von Wartenburg (RFA)

nucléaires et réduire au minimum les risques pour la santé, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système de garanties de l'Agence;"

Au paragraphe 4 du dispositif, le Secrétaire général est prié de transmettre au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique les comptes rendus des débats de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale relatifs aux activités de l'Agence.

Nous sommes certains que, selon la tradition et compte tenu aussi de l'importance de la question à l'examen, l'Assemblée générale adoptera ce projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée poursuivra l'examen de ce point demain matin.

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

e) ENVIRONNEMENT : NOTE DU SECRETAIRE GENERAL (A/42/427)

M. MURIN (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Qu'il me soit permis de me faire l'écho des orateurs qui m'ont précédé pour souligner la contribution apportée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et, plus personnellement par Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre de la Norvège, qui, avec tant de conviction et d'éloquence, nous a présenté le rapport de la Commission ce matin.

Je voudrais, du haut de cette tribune, dire combien nous nous félicitons que l'Assemblée générale des Nations Unies et la communauté internationale tout entière puissent, sur la base des conclusions de la Commission, aborder les problèmes écologiques du monde non pas isolément mais dans le cadre de leur interdépendance avec les questions de guerre et de paix, de désarmement et de développement, et en tenant compte de la nécessité de surmonter le retard et la pauvreté, ainsi que de créer les conditions nécessaires à une vie saine et sûre pour une population toujours plus nombreuse sur notre planète.

M. Murin (Tchécoslovaquie)

Nous sommes nous aussi d'avis que chacun des problèmes globaux que l'humanité a encore à résoudre est cause d'instabilité et de danger pour tous les pays et, en même temps, freine le développement social et économique des Etats.

La protection du milieu au niveau international devient, parallèlement aux tâches prioritaires de maintien de la paix et de la prévention de la menace d'une guerre nucléaire, l'une des conditions préalables essentielles à la survie et au développement de la civilisation. La fabrication et l'accumulation d'armes de destruction massive, l'exploitation dévastatrice des ressources naturelles, la production industrielle à coefficient élevé de pollution, le développement gigantesque et irrationnel de l'urbanisation et des transports, l'érosion des sols et la désertification, toutes ces conséquences - et bien d'autres - de la civilisation dégradent grandement l'environnement, menaçant directement l'avenir de l'humanité.

Ainsi, les facteurs écologiques imprègnent profondément les relations internationales et la vie des nations au point de compromettre gravement leur sécurité et leur stabilité. Voilà pourquoi il incombe à la communauté internationale d'établir un concept d'action internationale commune dans le domaine écologique, pour réduire au minimum les aspects négatifs de ces facteurs, et, ensuite, de faire de l'environnement et de sa qualité un facteur positif important susceptible d'influer sur tous les autres domaines de la vie internationale. Il faut assurer la participation toujours plus large et plus active des Etats à la recherche des formes les plus efficaces de cette coopération, en respectant pleinement les conditions particulières, les idées, les besoins et les intérêts de tous les membres de la communauté internationale. A notre avis, le travail de la Commission est un bon exemple de ce qu'on peut faire en l'occurrence.

Il convient d'examiner avec soin les idées exprimées à ce sujet ce matin par le Ministre adjoint des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Petrovsky, et le Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas, M. Bukman.

Nous croyons également que la condition préalable fondamentale de la solution du problème de l'environnement est d'assurer la sécurité écologique internationale en garantissant le respect du droit de tous les pays à un développement écologique sain. En d'autres termes, il s'agit de créer un système qui permettrait de résoudre en commun les problèmes écologiques internationaux pour que les activités des Etats qui ont des répercussions sur l'environnement soient en harmonie avec les

M. Murin (Tchécoslovaquie)

principes reconnus du développement écologique sain de tous les autres membres de la communauté internationale.

Outre qu'elle dépend d'une solution d'ensemble du problème de l'environnement, la sécurité écologique internationale est indissolublement liée à la sécurité internationale en général.

Nous constatons avec satisfaction que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement a au fond abouti à la même conclusion lorsqu'elle dit que :

"le moment est venu de nous départir des anciennes pratiques. Les tentatives faites pour maintenir la stabilité sociale et écologique grâce à des méthodes anciennes de développement et de protection environnementale ne feront qu'augmenter l'instabilité. La sécurité exige des changements."

Elle ajoute que :

"la notion même de sécurité donc sa conception traditionnelle doit être étendue pour inclure les conséquences du stress écologique aux niveaux local, national, régional et global."

A notre avis, tout cela montre encore davantage la nécessité d'un examen plus poussé et plus détaillé du concept de sécurité écologique internationale, grâce aux efforts concertés de tous les Etats dans le cadre de l'organe compétent de notre organisation. Nous croyons que cela est directement lié à la mise au point d'un système global de sécurité internationale, avec des activités de suivi menées sur la base du rapport de la Commission mondiale et du rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les perspectives écologiques d'ici à l'an 2000 et au-delà, excellent lui aussi.

La réalisation de la sécurité écologique internationale exige l'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre progressive de certains principes et normes obligatoires de conduite des Etats et de coopération internationale touchant la sécurité des Etats dans le domaine écologique.

Dans ce contexte, nous nous félicitons du rapport de la Commission, qui traite des principes généraux d'une coopération générale avantageuse entre Etats sur un pied d'égalité et favorise l'édification et le renforcement de la confiance mutuelle et la solution des problèmes pressants de notre époque, qu'il s'agisse du développement ou de la préservation de l'environnement terrestre. Le rapport de la Commission est assurément une contribution majeure à une meilleure compréhension de la nécessité urgente d'aborder tous ensemble, dans un esprit conciliant, la

M. Murin (Tchécoslovaquie)

solution du problème de l'environnement sur la base d'une coopération internationale universelle. La mise en oeuvre des conclusions et recommandations du rapport peut contribuer substantiellement à l'instauration de la paix internationale et d'une sécurité universelle.

Nous approuvons également la suggestion de la Commission d'entamer dans le cadre des Nations Unies la préparation d'une déclaration et, par la suite, d'une convention sur la protection du milieu et sur le développement durable. En même temps, il faut amorcer, toujours dans le même organe des Nations Unies, l'élaboration d'une stratégie globale de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles qui prenne en compte toute la gamme de problèmes existants et prévisibles dans le domaine de l'environnement et qui esquisse un plan d'action concret pour résoudre ces problèmes.

Si j'ai longuement parlé de la sécurité écologique internationale, c'était sans intention de m'écarter du sujet des résultats importants auxquels est parvenue dans ses travaux la Commission mondiale pour l'environnement et le développement.

M. Murin (Tchécoslovaquie)

Nous nous félicitons de l'approche globale de ces problèmes adoptée par la Commission ainsi que de la teneur concrète - mais parfois alarmante - de ce rapport.

Nous sommes convaincus qu'un large dialogue dégagera plus clairement le type de coopération fructueuse qui sera nécessaire à l'avenir. Si la raison l'emporte sur l'égoïsme national, il sera possible de juger avec optimisme les perspectives qui s'ouvrent pour l'environnement que partagent tous les Etats sans distinction.

M. SOMOGYI (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : L'inclusion du rapport de la Commission pour l'environnement et le développement à l'ordre du jour de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale revêt une grande importance et témoigne des efforts que font les Nations Unies pour jouer un rôle plus actif, conformément à l'esprit de la Charte, dans l'étude des problèmes mondiaux auxquels est confrontée l'humanité. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous nous félicitons de l'examen du rapport intitulé "Notre avenir à tous". Nous exprimons, du haut de cette tribune, notre profonde reconnaissance à Mme Grö Harlem Brundtland, Premier Ministre de la Norvège, qui a présidé la Commission mondiale avec beaucoup d'efficacité. Nous voudrions également remercier tous ceux qui ont contribué de façon créative à l'élaboration du rapport.

L'approche complexe, adoptée dans le rapport, d'un développement durable et harmonieux, l'environnement et la croissance économique et l'analyse globale des facteurs qui influent sur l'environnement de l'homme font partie intégrante du processus dans lequel on recherche des réponses communes aux problèmes mondiaux de toute l'humanité. Voilà la conclusion concertée de la Réunion régionale d'Europe de l'Est sur le rapport, qui s'est tenue à Budapest du 11 au 13 mai dernier avec la participation de chefs d'organes gouvernementaux s'occupant de la protection de l'environnement et d'experts dans les domaines de la planification économique et des affaires étrangères de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Union soviétique et de mon pays, la Hongrie, ainsi que des représentants du Secrétariat du Conseil pour l'assistance économique mutuelle et des observateurs de la République populaire de Chine, de Cuba, de la Mongolie et du Viet Nam. Les participants à la réunion se sont accordés à reconnaître que le rapport de la Commission mondiale constituait à ce jour l'analyse la plus exhaustive des problèmes mondiaux de l'environnement et de leur relation avec le développement social et économique, et ils ont appuyé ses conclusions. Ils ont exprimé l'avis que, sur la base d'un partage des

M. Somogyi (Hongrie)

responsabilités dans la solution des problèmes mondiaux, le rapport offrait un programme d'action à tous les pays pour les 25 dernières années de notre siècle.

Le rapport de la Commission mondiale est le résultat de plusieurs années de travail en commun et d'efforts collectifs, auxquels ont contribué des experts de différents continents et des personnalités politiques de plusieurs pays aux systèmes sociaux différents. Les commissaires ont tous souscrit à la nécessité urgente de trouver une réponse aux problèmes mondiaux pour dégager les grandes lignes d'une action commune. Malgré les approches différentes de certains aspects, la description réaliste de la situation et la formulation ouverte de questions témoignent de la recherche d'une action commune, comme l'indique d'ailleurs l'adoption par consensus du rapport.

A notre avis, le rapport a le grand avantage de traiter de la protection de l'environnement en faisant la synthèse des questions à court et long terme portant sur l'existence sociale et physique, la nature, la paix et la sécurité, et en mettant l'accent sur les formes fondamentales de l'action humaine plutôt qu'en adoptant l'approche courante d'une classification par régions particulières. Il est encourageant de constater que ce document présente pour concept fondamental le développement durable et harmonieux, exprimant ainsi notre aspiration commune d'oeuvrer avec la volonté politique nécessaire et par des actions concertées au progrès social et économique, selon des méthodes qui excluront la destruction de l'environnement de l'homme et préserveront un environnement sain pour les générations futures ainsi que les conditions nécessaires à l'existence de l'homme.

Quant à nous, nous croyons fermement que la protection de l'environnement fait partie intégrante du système global de paix et de sécurité internationales, tel que proclamé l'an dernier par les pays socialistes. C'est pourquoi nous pensons que la coordination efficace des actions entreprises dans ce domaine ainsi qu'une large coopération dans tous les aspects du secteur économique et autres sont d'une importance décisive pour l'avenir de l'humanité et que le concept de développement durable est étroitement lié à ces objectifs et favorise leur réalisation. En conséquence, nous estimons que le fond du rapport et la mise en oeuvre de ses recommandations sont des questions politiques et qu'il faut les traiter en tant que telles.

Le rapport a la qualité particulière d'encourager les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, tous les décideurs et responsables à développer une nouvelle façon de penser et à reconnaître la

M. Somogyi (Hongrie)

nécessité de traiter la préservation de l'environnement de l'homme non pas indépendamment des principaux processus sociaux et économiques mais au stade de la prévision et de la conception de ces derniers. Nous appuyons l'idée que les organisations internationales, les Nations Unies et leurs institutions spécialisées devraient consacrer une plus grande attention à la relation entre le développement et l'environnement. Nous attachons une importance particulière à la création d'un système d'alerte avancée pour la prévision des dangers causés par des catastrophes écologiques naturelles ou provoqués par l'homme ainsi que par des facteurs climatiques ou le progrès technique. Nous souscrivons aux propositions tendant à renforcer le rôle du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans des domaines tels que la coordination de la coopération sur le plan environnemental, l'élaboration de conventions, le rassemblement de données, la recherche scientifique et les services de conseils.

La délégation hongroise s'associe à l'appel lancé aux gouvernements et aux institutions internationales pour qu'ils tiennent compte, dans toute la mesure du possible, des recommandations contenues dans le rapport de la Commission mondiale, intitulé "Notre avenir à tous". Nous leur demandons d'encourager leur mise en oeuvre à l'échelon national, régional et mondial.

M. LI Luye (Chine) (interprétation du chinois) : Je voudrais tout d'abord, au nom du Gouvernement chinois, rendre hommage à la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, au premier ministre Mme Grundtland elle-même, et aux autres membres de la Commission.

Après trois années de durs labeurs et d'une étude très approfondie sur le problème de l'environnement et du développement auquel est confronté le monde, aujourd'hui, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement a présenté ce rapport extrêmement positif et encourageant - "Notre avenir à tous". Je tiens ici à exprimer nos sincères remerciements pour leurs efforts louables.

M. Li Luye (Chine)

La communauté internationale a continué à prendre davantage conscience de la question de l'environnement. Au cours des quelques dernières décennies, avec l'évolution économique, scientifique et technique rapide, de nombreux problèmes sont apparus tels que la désertification, les anomalies climatiques, l'extinction des espèces, l'épuisement des ressources naturelles, une croissance démographique excessive et une pollution grave de l'environnement. Tous ces phénomènes font retentir une sonnerie d'alarme pour nous faire comprendre que notre globe, dont dépendent la vie humaine et le développement, est en train de subir un changement radical. Le développement et l'environnement étant étroitement liés, tout acte prédateur ou destructeur commis contre notre mère nature entrave et menace le développement et la survie de l'homme. Les erreurs commises aujourd'hui dans les grandes décisions politiques à cet égard risquent d'aboutir demain à des désastres irréparables. L'homme ne doit plus considérer la nature comme acquise, mais il doit s'efforcer de trouver un moyen d'assurer un développement harmonieux, stable et durable. La Commission mondiale pour l'environnement et le développement dit très clairement que le concept de développement durable doit être le principe directeur et que l'environnement et le développement économique et social doivent être considérés comme un tout. Elle souligne également que la question de l'environnement ne peut être résolue que dans le cadre d'un développement social et économique durable. Nous apprécions beaucoup cette pensée stratégique d'une portée considérable qui constitue selon nous une façon positive d'aborder la question de l'environnement et qui devrait devenir le principe fondamental de nos efforts pour concilier l'intérêt immédiat et l'intérêt et long terme, l'intérêt d'une partie et celui du tout et également pour harmoniser les objectifs du développement économique et la nécessité d'une protection de l'environnement. Nous espérons que la notion de développement durable appellera une attention encore plus soutenue de la part de la communauté internationale et servira de principe directeur à tous les pays dans leurs efforts communs pour gérer l'environnement et les ressources de la planète. Nous espérons également que des actions concertées seront entreprises à cet effet.

La Chine est un pays en développement avec une population de 1 milliard d'habitants et elle traverse actuellement une phase de développement économique à grande échelle qui, bien entendu, place son environnement sous des pressions énormes. En outre, en raison de son immense population, le niveau des ressources

M. Li Luye (Chine)

naturelles par habitant est bien inférieur à la moyenne mondiale. Cette réalité ne nous laisse d'autre choix que de poursuivre une politique d'exploitation et d'utilisation rationnelles des ressources naturelles et de protection de l'environnement dans notre impulsion vers la-modernisation. Nous avons tiré un enseignement important de nos expériences de ces quelques dernières décennies, à savoir que la construction économique et la protection de l'environnement doivent avancer de pair et dans l'harmonie. Cette notion est également devenue la directive générale de nos travaux dans le domaine de la protection de l'environnement. Nous avons modifié notre pratique antérieure qui consistait à insister de façon excessive sur la croissance économique. Tout en attachant de l'importance aux produits économiques, nous prêtons également attention aux incidences écologiques et, tout en nous efforçant de répondre aux besoins de la génération actuelle, nous veillons à ne pas mettre en danger la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins. En Chine, nous adoptons un certain nombre de politiques et de mesures et nous poursuivons notre plan de manière systématique afin de réaliser cet objectif. Un élément crucial de ces politiques et de ces mesures est l'importance accordée à la prévention. C'est-à-dire qu'il convient d'adopter des mesures préventives contre les risques écologiques dans le processus de développement économique plutôt que de s'empresse de rechercher des remèdes une fois que le mal est fait. "La pollution d'abord et la solution ensuite", qui a été la pratique suivie par de nombreux pays dans le passé, ne doit pas se répéter parce qu'elle entraînerait des coûts plus élevés. Des mesures précises telles que la planification multisectorielle, le développement industriel rationnel et le réajustement des composantes industrielles ainsi que l'adoption de mesures préventives avant d'entamer un projet de construction sont certains des liens importants qui unissent nos politiques à cet égard. Ces mesures sont également conformes à l'idée d'un développement durable tel qu'il est exprimé dans le rapport de la Commission. En Chine, nous sommes encore confrontés à une tâche difficile qui consiste à protéger et améliorer notre développement et la réalisation des objectifs susmentionnés exige encore que nous réalisions des efforts prolongés et incessants. Nous sommes prêts à renforcer notre coopération dans ce domaine avec d'autres pays et les organisations internationales de façon à ce que nous puissions tous profiter de nos expériences respectives.

M. Li Luye (Chine)

Alors que la population mondiale a déjà atteint 5 milliards d'habitants, des efforts doivent être déployés sur notre petite planète pour préserver suffisamment de ressources naturelles et pour créer un environnement sain pour les populations futures qui seront encore plus nombreuses. En protégeant la nature, l'humanité partage une destinée commune et ainsi la protection de notre environnement est la cause de chacun sur la terre. Chaque pays développé ou en développement devrait être conscient de sa responsabilité, à laquelle il ne saurait échapper. Les pays en développement, tout en s'efforçant de développer leur économie, devraient déployer des efforts actifs pour trouver le moyen de résoudre leurs problèmes d'environnement à la lumière de leurs spécificités. Cependant, alors que la pauvreté et les relations économiques internationales injustes constituent de graves obstacles pour les pays en développement dans leurs efforts pour améliorer leur environnement, les pays développés ont la responsabilité de venir en aide aux pays en développement, de favoriser leur développement économique et de renforcer leur capacité de protéger et d'améliorer leur environnement grâce à des mesures pratiques et efficaces dans les domaines des courants financiers, du commerce, de la dette et de la technique. Cette démarche non seulement contribuera à relancer le développement économique international mais facilitera également les efforts déployés à l'échelle mondiale pour la protection de l'environnement. La coopération internationale multilatérale est également indispensable pour résoudre le problème de l'environnement et réaliser un développement durable dans le monde. Le rôle de coordination et de catalyseur que jouent les institutions pertinentes des Nations Unies devrait également être renforcé. Entre-temps, les institutions financières internationales devraient se montrer préoccupées par la question de l'environnement et lui accorder une priorité en renforçant leur assistance aux projets relatifs à l'environnement dans les pays en développement. Nous sommes d'avis que si les institutions financières multilatérales jugent nécessaire de prendre en considération le facteur de l'environnement lorsqu'elles consentent des prêts aux pays en développement pour mettre en oeuvre certains projets, en faisant de ce facteur une condition supplémentaire, cela revient à renoncer à manger par peur de s'étouffer, ce qui aurait pour unique conséquence d'entraver leur développement économique et leurs efforts en matière de protection de l'environnement.

M. Li Luye (Chine)

L'humanité et la nature sont en évolution constante. Les changements constants dans le monde contemporain et les progrès sont tels qu'il n'y a pas de raison d'être pessimiste. Nous sommes certains qu'au fur et à mesure que la société, la science et la technologie avancent, l'homme pourra sûrement trouver une solution efficace à la question de l'environnement et créer un meilleur environnement, mieux approprié à la race humaine.

M. ABDOUN (Soudan) (interprétation de l'anglais) : Nous rendons hommage à la Commission mondiale pour l'environnement et le développement. Nous remercions les membres de la Commission et sa présidente, Mme Bruntland, pour l'excellent rapport qu'ils nous ont présenté aujourd'hui.

Un éminent érudit du Soudan a eu l'honneur d'être vice-président de la Commission et a contribué efficacement à ses délibérations.

Nous avons lu le rapport avec intérêt et nous tenons à faire quelques brèves observations. En demandant qu'une action soit entreprise, la Commission a dressé, de manière claire et objective, un sombre tableau de notre monde en train de courir à la catastrophe, à moins que toutes les nations, grandes et petites, développées et en développement, ne prennent activement des mesures de suivi.

Il est indiqué dans le rapport :

"... mais on assiste à des changements imprévus et d'une grande importance dans l'atmosphère, les végétaux, les animaux, ainsi que dans les relations entre ses divers ordres. Les changements se produisent à un rythme qui dépasse la capacité d'évaluation et de correction de nos disciplines scientifiques et de nos moyens d'intervention actuels..." (A/42/427, p. 418, par. 122)

La Commission en appelle à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle transforme le rapport en un programme d'action des Nations Unies pour le développement durable et que des conférences de suivi spéciales soient engagées à l'échelon régional. Elle suggère en outre la convocation d'une conférence internationale au niveau régional ainsi que la convocation d'une conférence internationale, dans un délai approprié après la présentation du rapport à l'Assemblée générale et propose que la Conférence internationale examine les progrès accomplis et suscite les arrangements qui continueront d'être nécessaires pour poser des jalons sur la voie du progrès humain et le maintenir dans des normes en harmonie avec les besoins de l'homme et les lois naturelles.

La Commission savait qu'il existait "une grande capacité institutionnelle" au niveau mondial pour l'appui international en faveur de la restauration, de la protection et de l'amélioration de l'environnement en vue de contribuer à un développement durable.

M. Abdoun (Soudan)

Néanmoins, la Commission estime que ses institutions tendent, comme cela est indiqué dans le rapport, page 382

"... à être indépendantes, fragmentées, exerçant leurs attributions selon des mandats assez restreints et des processus de décision fermés."

(A/42/427, p. 382, par. 10)

Dans ces conditions, l'Assemblée générale, en examinant ce rapport, peut envisager plusieurs moyens appropriés d'exploitation, dans toute la mesure du possible, des importantes capacités institutionnelles existantes plutôt que la création de nouveaux organes qui pourraient faire double emploi.

Nous estimons qu'il existe aujourd'hui suffisamment de services administratifs à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies et à l'extérieur. Il faut simplement les étayer par des programmes, des budgets et une autorité suffisants pour qu'ils puissent s'adapter aux problèmes de l'environnement et les traiter.

C'est pourquoi nous appuyons la proposition qui vise à créer un centre de direction de haut niveau pour l'ensemble du système des Nations Unies, qui ait la capacité d'évaluer, de conseiller, d'assister et de faire rapport sur les progrès réalisés grâce à la coopération interinstitutions et à la coordination en vue d'un développement durable, c'est-à-dire un conseil des nations pour le développement durable, sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies.

Nous appuyons la recommandation faite par la Commission en vue de créer un bureau de haut niveau dans chaque agence d'assistance au développement, fonds ou banque, qui aurait des pouvoirs et des ressources suffisants pour assurer l'application, dans la lettre et dans l'esprit, de la Déclaration des politiques de l'environnement et procédures relatives au développement économique entérinée en 1980.

La Banque mondiale, comme le note à juste titre le rapport, a déjà joué un rôle important en réorientant ses programmes de prêts d'une façon qui prouve son souci accru de tenir compte des facteurs de l'environnement et de soutenir un développement durable.

L'Organisation des Nations Unies pourrait demander à toutes les organisations et institutions internationales, multilatérales, régionales, bilatérales et autres qui s'occupent du développement, ainsi qu'à toutes les institutions financières qui s'occupent de l'aide publique au développement de suivre l'exemple de la Banque mondiale.

M. Abdoun (Soudan)

Mon pays a récemment conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) relatif aux dettes Soudan-FMI. L'accord a été accepté par les deux parties et nous espérons que l'économie soudanaise pourra en bénéficier.

Dans ce contexte, je tiens à lire un passage du rapport concernant le FMI, où la Commission confirme que

"... beaucoup de pays s'inquiètent de voir que les conditions dont ses prêts sont assortis ont pour effet de saper le développement durable." (A/42/427, p. 412, par. 104)

Nous espérons sincèrement que le FMI tiendra dûment compte de cette observation qui est faite en toute bonne foi par une commission mondiale éminente.

De nombreux pays du tiers monde ont des difficultés à faire face aux termes et conditions établis par le FMI pour une assistance continue. Beaucoup estiment que ces conditions ne tiennent pas compte du sort tragique des nations en développement.

Enfin, nous partageons l'angoisse exprimée dans le rapport devant la diminution des ressources financières déjà insuffisantes mises à la disposition d'organes aussi importants que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), et le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS).

L'Assemblée générale pourrait demander à tous les gouvernements Membres d'accroître et d'intensifier leur participation et leur niveau de représentation au sein de ces organes importants.

Pour assurer une représentation au niveau ministériel, comme le suggère le rapport, il serait bon que les frais de voyage des ministres venant des pays les moins avancés soient payés, autant que faire se peut, par les organisations concernées.

Enfin, nous approuvons le rapport et nous espérons qu'il se transformera bientôt en un programme global d'action.

M. COLMENARES FINOL (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Il est de bon augure pour nous que nous soyons réunis ici pour débattre du rapport "Notre avenir à tous", élaboré par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, que préside avec tant de compétence Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre de la Norvège, à qui j'exprime la reconnaissance de mon pays.

"Notre avenir à tous" non seulement présente le problème de l'environnement dans une approche intégrée, mais est aussi un avertissement et un espoir que les politiques de développement harmoniseront la croissance des peuples avec les valeurs de l'environnement et soulageront sans aucun doute la pauvreté dont souffre une bonne partie du monde en développement. Comme notre président, M. Jaime Lusinchi, l'a récemment souligné ici même, le Venezuela a minutieusement étudié le document que nous examinons aujourd'hui et a pu constater que, d'une façon générale, il rejoint notre préoccupation quant à l'harmonisation des processus de développement avec le maintien d'un équilibre écologique et d'une qualité de l'environnement. Tel est le principe fondamental de la politique vénézuélienne d'environnement.

A cette séance spéciale de l'Assemblée générale, nous tenons à souligner certains des problèmes mentionnés dans ce document, lesquels doivent, selon nous, être examinés avec beaucoup d'attention.

Le Venezuela, comme de nombreux autres pays, a consenti un effort immense de transformation au cours de ces 30 dernières années. Toutefois, pendant les premières années de cet effort, une attention insuffisante a été accordée aux incidences sur l'environnement des travaux publics et des problèmes engendrés par une croissance vertigineuse de la population et une urbanisation tout aussi galopante.

Cette réalité, et les réflexions que la Conférence de Stockholm nous ont conduits à faire, ont suscité une vive réaction chez les dirigeants de notre pays, ce qui a conduit à l'adoption par le Congrès, en 1976, de la loi organique sur l'environnement, laquelle a été suivie de la promulgation d'une autre loi importante, la loi organique de l'administration centrale portant création du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, institution qui a été l'une des premières de ce haut rang dans la communauté internationale. Ce ministère avait pour objectif de concilier les processus de développement et le progrès social avec le maintien de la qualité de l'environnement et la préservation de nos ressources naturelles renouvelables.

M. Colmenares Finol (Venezuela)

Notre expérience vieille de 10 ans en matière de gestion efficace de l'environnement et d'utilisation conservatoire de nos ressources naturelles, dans un pays en pleine mutation, nous a permis de réaliser que des problèmes inédits existent que les pays qui ont commencé à gérer l'environnement à un stade plus avancé de leur développement ne connaissent pas.

Le premier problème auquel nous avons dû faire face a été l'absence de prise de conscience, dans toutes les couches sociales de notre peuple, de l'importance que revêt l'environnement. Son enthousiasme à se développer rapidement et sa fièvre à construire au plus vite l'infrastructure nécessaire à la modernisation de notre pays ont empêché la majeure partie de notre peuple de prendre conscience des dangers que représente l'absence d'un plan de préservation de la qualité de l'environnement et de nos ressources renouvelables.

Il nous a alors fallu déployer un effort immense pour sensibiliser notre peuple au problème de l'environnement, lui en faire prendre conscience et l'informer de la nécessité fondamentale pour tous les peuples de coopérer à la protection de l'environnement, et veiller à ce que les dirigeants et les chefs d'entreprises assument l'immense responsabilité qui est la leur à l'égard des générations futures lorsqu'ils décident d'un type de développement pour le pays, impliquant un coût très élevé pour l'environnement, sans prévoir les investissements nécessaires et les moyens techniques pour l'abaisser.

Il convient aussi de souligner que la gestion de l'environnement est une tâche qui doit être partagée. Le paternalisme d'Etat n'est plus de mise. Au contraire, l'action des peuples est déterminante et, à cet égard, la démocratie en est le véhicule le plus approprié. Telle a été notre expérience. A cet égard, les Nations Unies peuvent agir de manière significative, par le biais de leurs organismes techniques et de coopération, pour diffuser une information sur l'environnement, encourager les citoyens à y participer, ainsi que tous les membres de la communauté internationale. Cela devrait permettre également de prendre clairement conscience du fait que les problèmes d'environnement sont de nature globale et que leur solution ne peut se limiter à des domaines séparés.

Nous devons nous rappeler qu'en toute circonstance, tous les Etats Membres doivent gérer leurs dangereux déchets industriels sans contraindre d'autres pays à recevoir les ordures et les dommages écologiques créés par une minorité privilégiée et à vivre avec.

M. Colmenares Finol (Venezuela)

Le Venezuela n'a pas échappé à cette tendance. Nous avons reçu un cargo contenant des déchets toxiques industriels que nous avons dû rejeter par respect élémentaire pour notre souveraineté. A la suite de cela, le Gouvernement vénézuélien a récemment promulgué des lois interdisant ces pratiques indésirables.

Il faut que nous parvenions à des accords internationaux de contrôle et de surveillance qui évitent qu'un événement comme celui que je viens de mentionner ne se reproduise, car au-delà de ces accords, il est essentiel d'introduire des principes moraux dans les relations internationales, dont l'efficacité empêcherait toute tentative pour faire des victimes parmi des tiers lorsque l'on rejette des produits polluants. La difficulté des pays en développement à trouver les vastes ressources humaines, techniques et matérielles nécessaires pour acquérir une connaissance suffisante des caractéristiques physiques et écologiques de leurs territoires est un autre problème. Cette connaissance est le seul outil qui puisse leur permettre de gérer efficacement leur environnement.

A cette exigence s'ajoute l'urgence de procéder à des investissements nécessaires pour accélérer le développement économique de manière à garantir le bien-être de nos peuples, on comprendra dès lors les difficultés que les pays doivent affronter au moment d'arrêter des priorités. Heureusement, le Venezuela a entrepris, il y a longtemps, un effort modéré mais suffisamment efficace pour connaître son territoire et ses ressources. Cela a permis au Ministère de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, de concert avec le Programme des Nations Unies pour le développement, de parvenir à ce résultat sans précédent : identifier les systèmes d'environnement du Venezuela. C'est une réalisation que nous nous permettons de présenter comme un exemple pour des nations qui jouissent de conditions semblables à celles du Venezuela.

Cet effet nous a conduits à élaborer un plan national d'organisation de notre territoire. Nous le jugeons judicieux et réaliste, fondé sur le principe selon lequel chaque région doit se développer en fonction de ses ressources et en tenant dûment compte de ses restrictions écologiques.

M. Colmenares Finol (Venezuela)

Dans ce domaine, la coopération internationale doit encourager le progrès dans la connaissance d'un territoire et de ses ressources. De son côté, l'Assemblée devrait encourager des programmes visant à obtenir et à gérer des informations de façon à permettre aux pays l'aménagement de leurs territoires et de leur environnement.

"Notre avenir à tous" est lié à l'avenir des bassins hydrographiques internationaux. La négligence de certains pays possédant des bassins élevés a provoqué de très graves dommages écologiques en aval. C'est là un clair exemple du chemin qu'il nous reste encore à parcourir pour prendre conscience du fait que notre destin est réellement un destin commun.

Le Venezuela occupe des parties élevées et basses dans des bassins fluviaux internationaux. Voilà pourquoi nous croyons avoir pleine autorité morale, le plein droit et l'obligation de demander à l'Assemblée de décider de recommander au moment opportun une conférence qui encouragera des accords internationaux contraignants en matière de conservation des bassins hydrographiques.

Il est également urgent de se pencher sur le problème des forêts. Elles sont le réservoir de capital génétique le plus important de la Terre et le meilleur régulateur des processus d'érosion et de la conservation des eaux. Une gestion correcte des forêts doit avoir la priorité dans les Etats Membres. L'exploitation des forêts pratiquée dans un esprit d'exploitation minière devrait être éliminée, car chaque génération se doit de léguer à la génération suivante le même patrimoine - si possible amélioré - que celui dont elle a elle-même hérité.

Le transfert de technologie est une question qui occupe une grande partie des dirigeants du monde. Le savoir faire s'est transformé, chez certains Etats Membres, en une source de revenus bien supérieurs à ceux des producteurs de matières premières. Ce facteur a entraîné une division internationale du travail réelle entre producteurs de technologie et producteurs de matières premières.

Il faut signaler ici que si l'idée d'utiliser les technologies les plus dures et les plus polluantes dans le tiers monde persiste, l'équilibre écologique de la planète sera fortement compromis, car l'impact de ces technologies se produit dans les zones mêmes qui conservent encore un capital génétique élevé et des ressources naturelles renouvelables en quantités importantes.

Les techniques excessivement polluantes ne doivent pas être transférées; il faut les éliminer. Continuer à les utiliser, c'est aller tout droit au suicide. La recherche technologique doit se concentrer sur la façon de les remplacer par des

M. Colmenares Finol (Venezuela)

processus moins nuisibles. Dans cette affaire, c'est aux pays les plus avancés du point de vue technique et scientifique qu'incombe la responsabilité de préserver "Notre avenir à tous".

Enfin, il existe un problème qui menace de faire obstacle, presque dans le monde entier, aux efforts nécessaires pour préserver l'environnement. Les pays débiteurs et en développement occupent la plus grande superficie territoriale du monde. Contraints comme ils le sont de payer leurs dettes et devant la pauvreté croissante de la majorité de leurs habitants, il faut se poser la question : quels investissements pouvons nous attendre de ces pays en matière de préservation de l'environnement et de ressources naturelles renouvelables? Si la pression pour le paiement de la dette se poursuit, les créiteurs pourront peut-être obtenir le remboursement de la créance mais ils risquent fort de léguer à leurs enfants une planète morte à jamais où les possibilités de survie seront intolérables pour la majorité de l'humanité. Les conséquences sont aussi terrifiantes qu'elles sont prévisibles.

Je voudrais terminer en exprimant l'espoir que l'effort extraordinaire que représente "Notre avenir à tous" ne deviendra pas un document de plus, mais plutôt que ces recommandations se transformeront en un engagement commun en vue de préserver notre avenir.

M. KIKUCHI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement japonais, je tiens, dès le début de mon intervention, à dire le profond respect que je porte à l'oeuvre accomplie par S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Présidente de la Commission pour l'environnement et le développement et Premier Ministre de la Norvège, ainsi qu'aux autres membres de la Commission et au secrétariat.

Depuis la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui s'est tenue il y a 15 ans à Stockholm, il y a eu des progrès constants dans le monde entier pour protéger l'environnement. Des progrès ont été faits non seulement dans l'élaboration des politiques nationales de l'environnement, mais dans la conclusion de traités relatifs à l'environnement et à la surveillance écologique globale. Mais, nous sommes tous tristement conscients du fait que l'environnement continue à se détériorer.

En examinant les problèmes globaux de l'environnement, qui affectent toute l'humanité, nous ne devons pas perdre de vue que ces problèmes sont liés à celui du développement. Néanmoins, nous devons passer aux générations futures un environnement sain, non endommagé, et nous devons en même temps soutenir une

M. Kikuchi (Japon)

croissance et un développement qui soient compatibles avec les besoins d'une population mondiale sans cesse croissante.

A ce stade critique, nous sommes heureux de noter que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement a conclu avec succès en février dernier ses délibérations énergiques, qui duraient depuis près de trois ans, en publiant la Déclaration de Tokyo lors de sa dernière réunion dans cette ville puis en publiant son rapport deux mois plus tard à Londres. La Commission a été créée lors de la trente-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU, en 1983, suite à une proposition du Gouvernement japonais présentée à la onzième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) l'année précédente. Dès le début, le Japon a manifesté son intérêt pour cette question - un intérêt qui a pris la forme concrète d'une contribution de 1,75 million de dollars à la Commission.

Nous pensons que l'idée d'un développement durable, qui est le thème central que l'on retrouve tout au long du rapport, sera adoptée partout comme directive fondamentale pour le développement, maintenant que l'on reconnaît universellement que l'effort constant de la société vers le développement ne se déroule que dans le cadre d'un écosystème limité de ressources naturelles et écologiques globales. Il y a désormais dans le monde un consensus pour dire que la protection de l'environnement et le développement doivent aller de pair et devraient être soutenus par des mesures compatibles avec les objectifs fondamentaux communs de la communauté internationale.

Bien qu'il y ait certains aspects de ce rapport, tels que ceux relatifs à l'énergie et à la pêche à la baleine, qui causent des difficultés pour mon gouvernement, nous considérons les recommandations ci-après parfaitement appropriées et importantes, et nous les appuyons fortement.

M. Kikuchi (Japon)

Premièrement, la protection de l'environnement et le développement durable devraient être considérés comme la tâche commune de tous les gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales et citoyens. Deuxièmement, les considérations écologiques devraient être intégrées dans le développement et dans les politiques économiques. Troisièmement, les Nations Unies devraient jouer un important rôle en aidant les pays en développement à réussir la transition vers un développement durable. Quatrièmement, compte tenu de l'interdépendance croissante des nations dans le domaine de la protection de l'environnement, il est essentiel de renforcer la coopération internationale dans ce domaine. Cinquièmement, le développement durable devrait occuper une place importante dans les politiques et les programmes de développement des institutions financières multilatérales. Sixièmement, les activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement devraient être renforcées pour parvenir à l'objectif d'un développement durable. Septièmement, la coopération au niveau régional devrait être renforcée.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement est maintenant soumis, pour examen et adoption, à l'Assemblée générale, avec deux projets de résolution. Nous pensons que les Nations Unies et les autres organisations internationales intéressées devraient étudier soigneusement le rapport et décider des mesures de suivi qui s'imposent. Nous pensons que les Nations Unies devraient jouer un rôle important dans ce domaine et, notamment, qu'elles devraient prendre les mesures voulues pour renforcer le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le Japon a, sur le plan international, déployé de grands efforts pour protéger l'environnement, grâce à une coopération multilatérale par le biais d'instances comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Commission de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En ce qui concerne la protection de la couche d'ozone, nous nous félicitons de l'adoption, en septembre de cette année, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Ce Protocole nous paraît constituer un nouveau point de départ pour la coopération internationale dans la recherche d'une solution au problème mondial de l'environnement. Le Japon a

M. Kikuchi (Japon)

activement participé à la rédaction de cet accord et l'a signé. A présent, nous prenons les dispositions nécessaires pour qu'il soit rapidement approuvé par le Parlement japonais, et donc ratifié le plus tôt possible.

Pour ce qui est du problème des forêts tropicales, nous reconnaissons que leur disparition a un impact énorme sur l'environnement, non seulement dans les zones tropicales, mais dans le monde entier. Le Japon s'efforcera, en vue d'assurer une utilisation durable des forêts tropicales tout en conservant les ressources de la Terre, de promouvoir la coopération internationale, bilatérale et multilatérale, par le truchement d'organisations comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT).

Ces dernières années, le Japon a également apporté une assistance technique substantielle aux pays en développement dans le domaine de la protection de l'environnement, car les problèmes de l'environnement suscitent une inquiétude croissante. En outre, nous avons procédé à une étude dans le but d'assurer que les questions de l'environnement seront examinées en conjonction avec la programmation et la mise en oeuvre de l'aide au développement.

Au cours de son rapide processus de développement économique, le Japon a fait face à de graves problèmes écologiques; c'est pourquoi le Gouvernement japonais et le secteur privé ont étroitement coopéré pour protéger l'environnement. Nous sommes prêts à faire bénéficier le reste du monde de l'expérience et des connaissances que nous avons acquises.

En février dernier, lors de la cérémonie de clôture de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, le Premier Ministre Nakasone a déclaré au monde :

"Le Japon entend jouer son rôle, de façon plus positive que jamais, mettant à profit ses techniques et son expérience, pour conserver l'environnement mondial, qui est le patrimoine commun de la communauté internationale et de notre postérité."

L'environnement mondial n'appartient pas aux seuls hommes d'aujourd'hui. Il appartient aussi aux générations futures. Mettons donc en commun notre sagesse et nos ressources pour créer un environnement mondial sain et fécond pour que chacun ait un avenir brillant sur cette terre.

M. BADAWI (Egypte) (interprétation de l'anglais) : Nous tenons tout d'abord à présenter nos chaleureuses félicitations à Mme Brundtland, Premier Ministre de la Norvège et Présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, ainsi qu'aux autres membres de la Commission, pour nous avoir soumis un rapport aussi documenté, aussi intéressant et aussi équilibré. Nous aimerions par ailleurs exprimer toute notre reconnaissance à Mme Brundtland qui a pris la parole devant l'Assemblée ce matin.

Nous remercions en outre le Secrétaire général pour la déclaration qu'il a faite ce matin, et en particulier pour ses opinions éclairées et sa volonté de jouer un rôle dirigeant pour orienter, comme proposé dans le rapport, le système des Nations Unies vers la promotion d'un développement durable, ce que nous appuyons sans réserve et encourageons vivement.

"Notre avenir commun" est un appel sincère et plein de confiance au renforcement de la coopération internationale et à l'association totale, un appel au renouveau du multilatéralisme et à sa promotion. C'est une contribution précieuse à l'interdépendance des nations basée sur l'intérêt mutuel qui nous lie tous les uns aux autres.

Le rapport est en même temps un avertissement. Il nous signale que des changements dans les perceptions et les politiques s'imposent de toute urgence si nous voulons empêcher que l'environnement continue à se dégrader. L'environnement doit faire partie intégrante des plans et des politiques de développement, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, pour empêcher la pollution de l'air et son acidification, protéger la couche d'ozone, éviter le gaspillage des ressources, lutter contre la désertification et l'érosion des sols et prévenir les autres menaces à l'environnement.

La détérioration de l'environnement est une préoccupation commune. Ses nombreuses répercussions et ses effets dévastateurs transcendent les frontières nationales et font de la protection de l'environnement une nécessité à laquelle nul ne peut échapper. On a dépassé le stade où protéger l'environnement était considéré comme un luxe que seules les nations riches pouvaient s'offrir.

En outre, ces dernières années, une série d'accidents industriels, qui ont frappé pays en développement comme pays développés, causant la mort de plus de 3 000 personnes et en affectant des millions d'autres, a fait qu'il incombe

M. Badawi (Egypte)

désormais à la communauté internationale tout entière de préserver notre génération et les générations futures des effets, sur l'homme et sur l'environnement, de ces tragédies et d'autres tragédies du même genre.

Ainsi, la protection de l'environnement est une responsabilité commune. En outre, la prise de conscience accrue de l'importance de la sauvegarde de l'écosystème est à l'origine d'une volonté renouvelée de donner à l'environnement la priorité qu'il mérite.

Dans le chapitre liminaire de son rapport, la Commission souligne le lien étroit qui existe entre les problèmes d'environnement et les problèmes économiques et précise qu'ils devraient être traités de manière intégrée à l'échelon mondial. En outre, la Commission replace la problématique de l'environnement dans le contexte de la situation économique mondiale, en insistant en particulier sur la situation qui va se détériorant dans les pays en développement.

M. Badawi (Egypte)

Nous souscrivons pleinement à cette opinion. Le développement ne doit pas susciter l'optimisme s'il doit se faire au détriment de l'écologie. En tant que tel, le développement ne peut être qu'éphémère et partial. Comme l'indique à juste titre le rapport, le développement ne peut se fonder sur la dégradation des ressources environnementales.

Un cadre pour l'intégration des politiques en matière d'environnement et des stratégies de développement pourrait néanmoins se trouver dans le concept d'un développement durable. Pour réaliser cet objectif global, des efforts à long terme doivent être déployés pour résoudre les problèmes de la pauvreté, de l'inégalité internationale, du fardeau croissant de la dette, de la détérioration des modalités du commerce et du développement en général.

A ce stade, il est inutile de dire que le service de la dette est un obstacle grave au développement durable. Un partage plus équitable des responsabilités entre débiteurs et créanciers est nécessaire. Il impliquerait des mesures d'allègement de la dette, une nouvelle planification à long terme et une conversion à des conditions plus souples.

Les prix réels des matières premières sont à leur niveau le plus bas depuis 50 ans. Il faut d'urgence améliorer le fonctionnement des marchés de matières premières et rechercher des solutions durables à leurs problèmes, ce qui contribuerait à soutenir le développement dans les pays en développement et à faire cesser la surexploitation de l'environnement et l'approfondissement du cycle de la pauvreté dans ces pays.

Il est parfaitement exact que les problèmes écologiques les plus menaçants ont leurs racines dans la pauvreté très répandue et la répartition inéquitable des ressources entre peuples et régions.

Pourtant, il est tout aussi vrai que le gros de la déplétion des ressources non renouvelables et de la déforestation dans le monde en développement, ainsi que la pression exercée sur les océans et la pollution de l'atmosphère sont dus à la croissance industrielle spectaculaire des pays développés.

A notre avis, il est futile de traiter des problèmes écologiques sans les replacer dans une perspective plus large qui englobe tous les facteurs susmentionnés.

Nous sommes heureux que dans le chapitre III du rapport, qui traite du rôle de l'économie internationale, la Commission reconnaisse que les pays en développement ne peuvent lutter contre la pauvreté et la dégradation écologique par eux-mêmes, et

M. Badawi (Egypte)

qu'une responsabilité particulière incombe aux institutions financières multilatérales. D'où l'appel urgent lancé pour un apport accru en capital, notamment par une augmentation des ressources de la Banque mondiale et de l'Association internationale pour le développement (IDA) et une augmentation de l'aide.

Alors qu'une telle position est dûment mise en relief dans le rapport, ma délégation ne peut qu'exprimer son inquiétude devant la tendance accrue à traduire les questions écologiques en une forme nouvelle de conditionnalité, qui pourrait être plus dommageable que favorable à la préservation de l'environnement.

Plus qu'une évaluation de la situation actuelle, le rapport est une perspective d'avenir, "Notre avenir à tous" - un regard plein d'espérance et des aspirations qui ne se limitent pas au présent mais s'étendent aux générations futures.

Convaincue que la survie de la planète exige une réorientation profonde des attitudes humaines et des moyens de mobiliser les ressources financières pour le renouveau de l'environnement, la Commission a esquissé dans son rapport un plan global d'action pour examen urgent par la présente assemblée.

Nous sommes convaincus, comme ceux qui nous ont précédés, que ce rapport utile donnera lieu à un examen approfondi et à des activités de suivi. Le concept même de développement durable ne peut être mis en oeuvre et poursuivi efficacement que s'il s'accompagne de la volonté politique de tous les intéressés.

Les progrès de la communauté internationale vers un développement durable doivent être examinés périodiquement par les mécanismes compétents et devraient être surveillés et coordonnés par l'Assemblée générale. Cette opinion est dûment reflétée dans le projet de résolution dont nous sommes saisis par le Conseil d'administration du PNUE et devrait être considérée à la lumière du débat d'aujourd'hui.

L'environnement ne devrait pas être considéré comme un sujet d'affrontement. Au contraire, c'est un moyen de rapprochement et de renforcement de la coopération multilatérale - un moyen peut-être de raviver le multilatéralisme.

De même que le développement est un droit universel, la conservation de l'environnement est une responsabilité que chacun doit assumer sur une base juste et équitable.

M. LAUREL (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Le problème de la protection de l'environnement a atteint une dimension mondiale. La sécheresse en Afrique a mis en danger 35 millions de personnes, et en a tué plus d'un million entre 1983 et 1984. Une fuite dans une usine d'insecticides de Bophal (Inde) a coûté la vie à plus de 2 000 personnes; 200 000 autres ont été frappées de cécité ou blessées. L'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl a propagé des retombées nucléaires dans toute l'Europe : nombre de personnes sont mortes de maladies diverses attribuables à l'eau potable ainsi polluée et aux effets mortels de produits chimiques utilisés dans l'agriculture, tels que le mercure et les solvants. L'incident de Three Mile Island souligne encore davantage les catastrophes éventuelles que l'utilisation même pacifique de l'énergie nucléaire peut provoquer. La liste pourrait s'allonger à l'infini. Il a été établi clairement que si la communauté internationale n'investit pas des années d'efforts résolus pour rétablir l'équilibre écologique, la planète Terre pourrait bientôt devenir invivable pour l'homme.*

Dans leur course au développement économique, des pays ont tendance à ne pas tenir compte des effets négatifs des progrès techniques sur l'environnement. Cette tendance doit être renversée et l'accent doit être davantage mis sur la protection de l'environnement dans la perspective générale de la croissance économique. Dans son avant-propos au rapport de la Commission intitulé "Notre avenir à tous", connu aussi sous le nom de "Rapport Brundtland", publié le 27 avril 1987, le Premier Ministre de la Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, Président de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, a déclaré que :

"Ce qu'il faut maintenant c'est une nouvelle période de croissance économique, une croissance qui soit vigoureuse et en même temps durable sur les plans social et environnemental." (A/42/427, p. 14)

Le rapport Brundtland engage les gouvernements à poursuivre un développement qui tienne pleinement compte de la protection de l'environnement en tant qu'élément inséparable de la croissance économique. Il invite également les institutions pertinentes des Nations Unies à réorienter leurs politiques et programmes conformément à cette nouvelle philosophie du développement.

Ma délégation ne peut qu'être d'accord sur la nécessité de répondre comme il convient à ces défis.

* Le Président reprend la présidence.

M. Laurel (Philippines)

Il est encourageant de constater que le système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil d'administration du PNUE, a eu la bonne idée, dès le début des années 80, de s'embarquer dans un projet qui a abouti au rapport que l'on connaît sous le titre de "Perspectives pour l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà. Tout comme le rapport Brundtland, le rapport en question conclut que les solutions aux graves problèmes de l'environnement, qu'ils soient mondiaux, régionaux ou nationaux, dépendent dans une grande mesure de la pleine intégration de l'examen des problèmes écologiques dans le processus de développement.

M. Laurel (Philippines)

Ma délégation prend note également des autres activités d'appui entreprises par le PNUE, telles que la préparation d'un ensemble d'objectifs et de principes d'évaluation de l'environnement, le Protocole à la Convention de Vienne de 1985 sur la protection de la couche d'ozone, les directives sur l'échange d'informations sur le commerce international de produits chimiques, de même que son appui constant au Plan d'action de Nairobi de 1977 de lutte contre la désertification.

Ma délégation se félicite de la signature, au Canada, en septembre de cette année, du Protocole sur les chlorofluorocarbones à la Convention de Vienne de 1985 sur la protection de la couche d'ozone, Protocole qui représente, à son avis, une mesure importante pour la protection de la santé de l'homme et de l'environnement.

Dans une grande mesure donc, le système des Nations Unies a répondu aux espoirs placés en lui. Il nous appartient maintenant de décider si le système des Nations Unies devrait renforcer encore son rôle dans la lutte contre les menaces que l'environnement fait peser, à l'échelle mondiale, sur l'humanité. Ma délégation pense qu'il le devrait, à condition qu'une telle action ne compromette pas indûment les autres activités, tout aussi importantes, de l'Organisation. Il devrait être évident que la communauté internationale doit se montrer plus généreuse et fournir des ressources supplémentaires pour répondre à l'accroissement des responsabilités opérationnelles et financières du système des Nations Unies dans le domaine de la protection de l'environnement.

Les pays sont invités dans ces deux rapports à poursuivre un plan d'action pour le développement, lequel exige un examen minutieux de la question de l'environnement.

La réorganisation dont a fait récemment l'objet dans mon pays le Département des ressources naturelles, qui est devenu le Département des ressources naturelles et de l'environnement, est la réponse qui convient à cet appel. L'un des principaux bureaux de ce nouveau département est le Bureau de la gestion de l'environnement, avec lequel toutes les autres institutions et tous les autres instruments du gouvernement travaillent de concert pour assurer que les considérations écologiques se voient accorder l'importance qu'elles méritent dans les activités du gouvernement. Récemment, grâce aux efforts combinés de ce bureau et de l'Institut philippin de volcanologie du Département de la science et de la technique, un séminaire parrainé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) s'est tenu à Manille pour discuter

M. Laurel (Philippines)

des effets des déversements chimiques, de la destruction de la faune aquatique, des inondations, des tremblements de terre et des gaz volcaniques sur l'environnement.

La décision du Gouvernement des Philippines de confier le problème des ressources naturelles et celui de l'environnement à un seul département garantira que la question de la protection de l'environnement sera examinée dans sa juste perspective. En ce qui concerne l'utilisation des forêts, par exemple, où le déboisement risque de s'avérer terriblement désastreux pour l'équilibre écologique, les nouvelles directives devront nécessairement s'accompagner de garanties adéquates de protection de l'environnement.

Le rapport Brundtland recommande à juste titre que les pays poursuivent leurs progrès économiques et sociaux en fonction du nouveau concept de développement durable, à savoir que la satisfaction des "besoins actuels" ne doit pas compromettre pour autant la capacité des "futures générations" de subvenir à leurs propres besoins. En fonction de ce nouveau concept, le souci des considérations écologiques devient une mesure prioritaire de croissance. Si, de façon générale, nous acceptons cette proposition, nous pensons cependant que l'accent devrait être mis sur les "besoins actuels", notamment dans le cas des pays en développement. Des millions de gens des pays en développement vivent en-dessous du seuil de pauvreté et meurent prématurément, victimes de la pauvreté ou de la maladie. Dans bien des cas, leur principal souci est de savoir s'ils auront de quoi manger le lendemain.

Les considérations écologiques, sous leur forme détaillée ou élaborée, risquent par conséquent d'aggraver les souffrances actuelles. C'est pourquoi, bien que les propositions et recommandations du rapport Brundtland et la Perspective de l'environnement jusqu'à l'an 2 000 et au-delà soient généralement acceptables, nous devrions tous nous méfier d'une évolution qui ferait dépendre l'accès aux ressources bilatérales et multilatérales de la nécessité, pour les pays bénéficiaires, de prendre des mesures spécifiques d'environnement. La crise de l'endettement interne est encore bien vivace chez nous, et les pays en développement doivent d'abord atteindre des niveaux de croissance décents pour pouvoir répondre de façon adéquate aux besoins fondamentaux de leurs populations.

Ce n'est qu'en parvenant à stopper et à inverser l'ampleur inquiétante de la destruction causée à l'environnement que l'on parviendra au but recherché. Au nom de mon gouvernement, j'aimerais rendre hommage au Premier Ministre de la Norvège, Mme Brundtland, et aux autres membres de la Commission mondiale pour

M. Laurel (Philippines)

l'environnement et le développement pour leur excellent travail. Leur contribution devrait permettre à la communauté internationale de se rapprocher de l'objectif qui consiste à faire de notre planète un lieu plus sûr où vivre.

Néanmoins, les raisons et l'évolution de phénomènes tels que les pluies acides, le réchauffement de la planète et l'épuisement de la couche d'ozone sont claires pour tout le monde. Certains d'entre nous devront peut-être porter plus que d'autres le fardeau des mesures qu'il convient de prendre pour redresser cette situation.

Le problème de l'environnement n'est pas uniquement un sujet de préoccupation national. C'est un problème universel, dont la solution ne peut découler que d'une action internationale commune. Les Philippines sont décidées à appuyer les efforts concertés destinés à lutter contre la dégradation et la pollution de l'environnement.

M. WIJEWARDANE (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation considère que le débat en cours est d'une extrême actualité au moment où le développement prend un nouvel élan. La Commission mondiale pour l'environnement et le développement, dans son rapport bien pensé et documenté, a forcé la communauté internationale à constater que tout n'allait pas pour le mieux dans les stratégies du développement.

Nous avons une énorme dette de reconnaissance envers Mme Gro Harlem Brundtland et son bureau pour avoir mis la planète Terre et ses occupants en état d'alerte. Nous avons également de bonnes raisons de remercier le Secrétaire général de son initiative et de la prévoyance dont il a fait preuve en rassemblant ce groupe de personnalités éminentes, qui ont contribué à faire de ce rapport un sujet de réflexion obligatoire pour la communauté internationale.

Le rapport attire l'attention sur une vérité fondamentale, à savoir que certaines ressources sont limitées, sujettes au gaspillage et non renouvelables. Nous avons eu tendance à partir de l'hypothèse que les êtres humains étaient distincts de la biosphère, avec sa constitution complexe de terres, d'eau et de verdure. La tendance de l'humanité à se détacher de la place qu'elle tient dans la biosphère est mauvaise pour son avenir. Le rapport Brundtland nous avertit à temps qu'il nous faut, et tout de suite, prendre des mesures pour mettre un terme à la détérioration de l'environnement, à la pauvreté et aux épreuves de l'humanité, dans un monde toujours plus pollué où diminue sans cesse la base de ressources

M. Wijewardane (Sri Lanka)

écologiques. Le rapport vient à point nommé faire la preuve qu'un développement durable ne sera possible que si des mesures positives sont prises non seulement pour soutenir la base des ressources écologiques mais aussi pour développer les ressources renouvelables de subsistance. C'est là l'ordonnance prescrite aussi bien pour le progrès que pour la survie de l'humanité. Examinons à présent le rapport et ses éléments.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

Le rapport n'est pas une sombre prophétie d'une nouvelle ère malthusienne. Nous ne devons pas perdre courage car, croyons-nous, tout n'est pas perdu. La structure démographique, ainsi qu'en témoignent les statistiques, est favorable. La mortalité infantile décline rapidement dans les pays dont la population augmente rapidement. L'espérance de vie est en hausse et, grâce aux efforts internationaux et nationaux, l'enseignement et l'alphabétisation progressent. Mais, par ailleurs, nous constatons la détresse et les souffrances de ceux qui n'ont rien à manger et qui n'ont ni toit, ni écoles.

Plus loin, dans le rapport, on nous avertit des conséquences matérielles que peuvent avoir des stratégies de développement hâtivement conçues. Des terres surexploitées deviennent des déserts; des sécheresses hors saison, provoquées par la destruction massive des forêts tropicales, accélèrent ce processus. L'insuffisance de terres provoque la surexploitation de la couche arable, qui conduit à la désertification et à la sécheresse qui, à leur tour, entraînent des migrations humaines massives au-delà des frontières nationales. Ces migrations engendrent la misère, des souffrances indicibles et des maladies tant pour les migrants que pour les pays hôtes. Dans le cadre de programmes de développement à court terme on a brûlé des forêts, ce qui, s'ajoutant à la combustion des combustibles fossiles, tend à réchauffer la terre et risque ainsi de faire fondre la calotte glaciaire polaire, d'élever le niveau des océans et d'inonder les terres basses et de créer en conséquence un déséquilibre écologique. L'industrialisation accrue, en particulier depuis 1950, a provoqué la pollution de la biosphère avec des gaz sulfuriques délétères, entraînant une lente destruction de toute vie dans les mers, les lacs, les rivières et les forêts, situés loin de la scène industrielle. Les produits chimiques utilisés sans discrimination polluent les cours d'eau et les eaux souterraines. La pollution atteint la couche d'ozone, déchirant son écran protecteur et permettant aux rayons cancérogènes du soleil de pénétrer dans la biosphère.

Les pressions croissantes qui s'exercent sur l'écologie chassent de leurs foyers les êtres humains désespérés des zones rurales vers les villes, à la recherche d'aliments, de logement et d'emploi. Les pressions sur une infrastructure urbaine insuffisante se traduisent par les maladies, les épidémies, la faim et la malnutrition. Ce prétendu développement a provoqué un énorme déséquilibre écologique. Dans cette lutte inégale, les nations en développement ne sont pas en mesure de répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens. Elles

M. Wijewardane (Sri Lanka)

doivent faire face à l'effondrement des prix des matières premières; elles sont contraintes à exporter davantage en termes réels pour répondre à leurs engagements financiers, exacerbés par des taux de change défavorables; leurs efforts d'exportation se heurtent à des barrières tarifaires élevées dans les pays industrialisés importateurs de matières premières. Ces pays, suivant leur propre politique agricole, recourent aux subventions pour protéger leurs agriculteurs. Des montagnes de céréales et des troupeaux entiers s'entassent derrière ces barrières. Les produits de ces pays sont déchargés dans les pays en développement, dont les agriculteurs ne bénéficient ni d'avantages fiscaux ni de prix subventionnés. Leurs terres que la sécheresse et la désertification ont déjà rendu infertiles, sont surutilisées pour faire face au service de la dette. Dans cette lutte inégale, les citoyens appauvris deviennent des réfugiés et doivent être nourris dans des camps de réfugiés avec les produits des agriculteurs des pays développés. Rien ne les encourage à retourner à l'agriculture. Un avenir "riche en pauvreté" est le sort d'une communauté rurale jadis satisfaite. Les gouvernements nationaux doivent tenir compte de ces pressions qui s'exercent ainsi sur la sécurité. La main de l'un serre la gorge de l'autre, ce qui provoque une agitation internationale. Il s'ensuit que l'on fabrique davantage d'armes dans le monde développé pour les vendre aux nations qui subissent des pressions écologiques et démographiques. Les gouvernements doivent assurer leur sécurité en achetant de plus en plus d'armes. La fabrication de ces dernières détournent ainsi des ressources dont on a tant besoin à des fins pacifiques. Du fait que ces ressources ne sont pas disponibles, la pauvreté ne cesse de s'étendre.

Nous devons affronter la réalité de l'accroissement démographique dans le monde en développement. De 5 milliards actuellement, le chiffre de la population de la terre au siècle prochain devrait se situer entre 8 et 14 milliards. Quatre-vingt-dix pour cent de cet accroissement se produira dans le monde en développement. La production industrielle augmente globalement. Elle a augmenté de 50 fois depuis le siècle dernier, et les quatre cinquièmes de cette augmentation sont intervenus depuis 1950. Elle a de profonds effets sur la biosphère, alors que l'on investit de plus en plus chaque jour dans les logements, les exploitations agricoles et les transports. La technique a suivi le rythme dans la curieuse détermination de tirer profit de cette situation. La technique a contribué à la consommation des ressources déjà limitées et accéléré les effets de la pollution sur l'écologie.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

La Commission nous apprend qu'étant donné les ressources limitées, nous devons d'urgence mettre au point, pour l'avenir, des stratégies de développement qui freinent la dégradation de notre écologie et même de notre population qui conduit au gaspillage des ressources. Nous devons réparer les dommages en reboisant, en regagnant des terres sur le désert, en réédifiant le milieu urbain, en restaurant l'habitat naturel et en cultivant des terres sauvages. Mais nous devons aussi penser et agir de façon positive dans le cadre d'une écologie qui ne respecte pas les frontières nationales. Nous devons penser et agir de telle sorte que le développement et la nécessité de préserver l'écologie aillent de pair. En évitant toute approche sectorielle, ceux qui, dans le cadre de leur mandat, sont responsables de l'agriculture, doivent tenir dûment compte des conséquences de leurs actes. Ceux qui sont responsables de l'industrie doivent prendre conscience des effets du développement industriel sur toute la biosphère. Ceux qui sont responsables du développement agricole doivent prendre en compte les résultats de leurs actes à long terme. Ils doivent éviter de prendre des mesures qui contribuent à la désertification du fait de la surexploitation et du surpâturage. Ils doivent planter pour faire obstacle au désert. Ceux qui conçoivent des plans pour l'approvisionnement en eau doivent voir au-delà des besoins à court terme de ceux qu'ils servent. Ils doivent penser aux conséquences des émanations industrielles sur la vie aquatique et marine. Il faut d'urgence tenir compte des effets qu'ont les impuretés chimiques et les décharges nocives des égouts sur la santé et le bien-être des populations, à l'échelle nationale et régionale. Il faut désormais équilibrer l'action, ne serait-ce que dans l'intérêt de la population de la terre dans un avenir éloigné. Il faut prendre des mesures pour équilibrer le développement pour éviter de causer des dommages à l'écologie. Il faut mettre sur pied des programmes qui aideront les populations à vivre dans un milieu qui assurera leur subsistance. Il faut relever le défi au niveau régional, national et international. Il faut assurer les besoins fondamentaux de l'humanité en matière d'énergie, d'alimentation, de logements, de soins de santé et d'enseignement, dans les limites des ressources disponibles. Il faut mettre au point des techniques pour réaliser ces objectifs. Les leçons à tirer de l'étude faite par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement doivent être examinées de façon démocratique et en tenant compte des besoins de ceux qui sont le plus affectés et de leurs plans en matière de stratégie du développement.

M. Wijewardane (Sri Lanka)

Alors que le monde avance vers le XXI^e siècle, on doit reconnaître au niveau politique la réalité d'une "Terre unique" et oeuvrer à l'amélioration du sort de l'humanité et non pas à l'élargissement du fossé qui sépare le Nord du Sud, de façon à réduire les tensions à un niveau soutenable en maintenant l'harmonie dans les relations d'un "monde unique".

Nous sommes reconnaissants aux auteurs du rapport d'avoir porté à notre attention les dommages qui sont causés à notre écologie ainsi qu'aux populations en raison d'un développement économique instantané qui ne tient pas compte des questions écologiques. La Commission Brundtland a examiné les questions de l'environnement et du développement et a formulé des propositions réalistes qui peuvent être réalisées sur les plans national, régional et international. Mais cela ne peut se faire que par l'action coordonnée de particuliers, d'organisations, d'institutions et de gouvernements. Espérons que le monde apprendra que les stratégies de développement sans contrôle accumulent sur la planète, en ce moment même, d'importants déséquilibres écologiques.

M. PEJIC (Yougoslavie) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un grand plaisir que je saisis cette occasion pour exprimer, au nom de mon pays, et en particulier au nom du Président de la République socialiste fédérale de Yougoslavie, ma sincère gratitude au Premier Ministre de Norvège, Présidente de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Mme Brundtland, pour sa contribution personnelle exceptionnelle et pour sa participation à l'évaluation des divers aspects du problème de l'environnement qui fait partie intégrante du développement de l'humanité. Ses longues années consacrées à l'étude de ce problème qui affecte la vie de l'homme de bien des façons et sa clairvoyance de dirigeante politique qui vient d'une région qui a donné au monde tant d'idées et de personnalités, la qualifient de façon unique pour le rôle qui lui a été confié par la communauté internationale.

Par ailleurs, j'aimerais également remercier les autres membres de la Commission pour leur rôle éminent dans l'élaboration du rapport exceptionnel intitulé "Notre avenir à tous", qui donne une base à toute une gamme d'activités aux niveaux national et international afin que les peuples puissent bâtir un avenir qui soit plus prospère, plus juste et plus sûr.

La Yougoslavie, qui se trouve elle-même confrontée à de graves problèmes d'environnement, continuera d'appuyer toute action internationale tendant à résoudre ces problèmes qui menacent de plus en plus le monde et quelquefois sa survie même. Beaucoup a été réalisé depuis la Conférence de Stockholm où des activités internationales ont été entreprises en matière d'environnement. Néanmoins, l'évolution rapide des événements dans le monde, notamment l'application de nouvelles technologies, a créé de nouveaux problèmes et la nécessité d'engager une action internationale plus étendue dans ce domaine. Je pense que les idées et les suggestions qui sont données dans le rapport de la Commission mondiale permettront de favoriser la solution des problèmes de l'environnement qui ont déjà atteint des proportions inquiétantes.

La qualité de la vie dans diverses parties du monde varie de façon spectaculaire et reflète de façon fidèle la structure du développement de l'humanité. Voilà qui nous conforte dans notre croyance que les efforts déployés pour protéger l'environnement doivent aller de pair avec les efforts réalisés en vue de favoriser le développement. La reprise de la croissance et du développement est par conséquent une condition essentielle pour mettre un terme à la détérioration de l'environnement humain. La croissance et le développement

M. Pejic, (Yougoslavie)

devraient être conçus pour répondre aux besoins et aux exigences du monde d'aujourd'hui; par ailleurs, ils ne devraient pas menacer les perspectives des générations futures. Chacun d'entre nous doit assumer sa part, car bien que personne ne puisse espérer échapper au jugement, l'avenir sera sans doute plus rude pour ceux qui sont mieux nantis et qui peuvent faire davantage.

Le niveau de développement des pays en développement et les difficultés qu'ils connaissent sont des facteurs qui limitent leur développement et par là même leur capacité objective de protéger et de promouvoir l'environnement. C'est pourquoi nous souscrivons pleinement à la déclaration faite dans le rapport selon laquelle

"De nombreux pays en développement voient leur croissance étouffée par la baisse du prix des matières premières, les normes protectionnistes, des services de la dette intolérablement lourds et un apport décroissant des crédits de développement. Pour que les niveaux de vie s'améliorent et que la pauvreté s'atténue, ces tendances doivent être renversées." (A/42/427, p. 38, par. 76)

Comme nous le savons, l'environnement dépend du développement. En reconnaissant ce facteur, il est nécessaire de renforcer la coopération internationale et de procéder aux efforts nécessaires pour accélérer le processus de solution des problèmes économiques internationaux très graves, en particulier dans les pays en développement. Je suis convaincu que les mesures que nous accepterons de prendre au cours de la présente session de l'Assemblée générale nous permettront d'aboutir à cet objectif.

M. VARGAS SUAREZ (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation tient à rendre un hommage particulier à tous les membres de cette importante commission pour l'environnement et le développement, notamment à sa présidente, le Premier Ministre de la Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, et à son secrétaire général, Jim McNeil du Canada.

Le grand défi que la résolution 38/161 posait à la Commission spéciale présidée par le Premier Ministre de Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, à savoir élaborer un rapport sur l'environnement et les problèmes du monde jusqu'à l'an 2000, a abouti à la présentation du rapport qui contient à la fois des stratégies concrètes dans les divers domaines relatifs à l'environnement, économiques, sociaux, urbains, technologiques, politiques, administratifs, humains et juridiques.

M. Vargas Suarez (Colombie)

La communauté internationale a subi une série de catastrophes qui semblent naturelles mais résultent en grande partie des activités de l'homme, du manque de prévision, de la pauvreté, de la surpopulation, de l'exploitation intensive des ressources et d'une industrialisation qui utilise des produits chimiques et toxiques qui compromettent la santé des populations. Tant les pays en développement que les pays développés ont souffert d'une façon ou d'une autre des effets d'une mauvaise utilisation des ressources naturelles. Il suffit de mentionner la désertification, la famine, la disparition des terres agricoles, les dangers qui menacent la couche d'ozone qui protège la Terre, la pollution de l'environnement, l'extinction des espèces végétales et animales - qui appauvrit la diversité de notre planète -, les bidonvilles dans les grandes villes - conséquence du sous-développement et de la pauvreté - et la perte de la qualité de la vie qui résulte de la rupture de l'homme avec son environnement naturel.

L'iniquité de la pauvreté absolue empoisonne l'environnement social de ceux qui la subissent. C'est pourquoi elle contamine également l'espace social du monde. Cette pauvreté inhumaine est la cause et l'effet d'une utilisation irrationnelle des ressources de la planète. La protection de l'environnement social, politique et naturel est une condition essentielle aujourd'hui. Le monde s'est engagé dans le développement économique pour éliminer cette pollution sociale aberrante qu'est la misère des grandes masses démunies dans les deux hémisphères. Mais ce développement économique durable tant souhaité, sans qu'il soit nécessaire de prendre immédiatement des mesures transitoires, doit se manifester par une relation de respect et d'harmonie à l'égard de la nature. Néanmoins, comme c'est le cas pour ces objectifs communs de solidarité et de justice sociale, s'il est vrai que les décisions clefs se trouvent entre les mains des gouvernements nationaux et locaux, des industriels, des fermiers et des propriétaires terriens, des habitants des établissements humains, aujourd'hui apparaissent des aspects essentiels relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et à la défense de l'environnement qui dépassent les frontières nationales fragiles et impliquent de vastes régions de la Terre et de la planète même et qui exigent que l'on redéfinisse les notions traditionnelles de souveraineté nationale selon de nouveaux concepts de solidarité et de souveraineté partagée.

Le défi qui se présente à l'humanité est une coalition créatrice avec la nature, en tant que réponse efficace à son instinct d'affrontement avec celle-ci. Les dispositifs fragiles de l'équilibre de l'environnement ne sont pas en mesure de

M. Vargas Suarez (Colombie)

supporter une pression abusive sans conséquences néfastes. Une mauvaise utilisation de ces systèmes d'appui vital - dans les grandes villes et dans les océans, dans les industries et dans les champs, dans les forêts et dans les fleuves - détruit et dégrade les sols et menace l'intégrité même de l'existence humaine. L'utilisation irrationnelle des ressources que nous consommons avec avidité ne nous laissera plus rien à consommer. Nous ne voulons pas nous transformer en prophètes de l'apocalypse. Nous ne voulons pas être les semeurs de panique. Nous voulons éveiller l'attention et encourager l'action et la solidarité de la communauté internationale.

M. Vargas Suarez (Colombie)

L'accroissement démographique incontrôlé est inquiétant. Cinq milliards d'habitants vivent dans le monde aujourd'hui, 70 % d'entre eux dans les pays en développement. Un tel débordement démographique est dû aux familles qui procréent plus qu'elles ne le voudraient.

Dans notre pays, la diminution rapide de l'accroissement démographique est notable et a un effet positif sur les perspectives de la société au cours des prochaines années. De même, il faut souligner la structure urbaine colombienne qui est favorable au développement régional équilibré et à la qualité de la vie. Treize pour cent seulement de la population nationale vit à Bogota, la capitale. Les 33 villes ayant plus de 100 000 habitants sont bien réparties sur le territoire.

La diminution du taux d'analphabétisme et de la mortalité infantile et le nombre accru d'élèves inscrits dans les écoles d'enseignement supérieur sont parmi les éléments qui montrent à quel point les progrès du pays sont positifs et soutenus.

La participation d'une Colombienne éminente aux travaux de la Commission, Mme Margarita Marino de Botero, qui a été directrice de l'Institut national des ressources renouvelables et de l'environnement, nous donne l'assurance que le message contenu dans ce rapport important sera largement diffusé dans notre pays et encouragera les politiques écologiques futures des gouvernements.

En Colombie, l'une des démocraties les plus anciennes de la planète, le Gouvernement est conscient de ses responsabilités présentes et futures, et c'est la raison pour laquelle il a pris un engagement à l'égard du peuple, celui du changement, celui de l'édification d'une Colombie nouvelle.

En créant les bases d'une démocratie participative, et en donnant aux citoyens un rôle de plus en plus actif dans la vie civique pour qu'ils soient les véritables protagonistes de leur destin, mon gouvernement a mis en oeuvre la stratégie la plus ambitieuse et la plus radicale d'action de décentralisation. Il a renforcé la démocratie municipale sur les plans administratif et financier et réalisé un processus de reconstruction nationale dont l'objectif fondamental est d'instaurer un régime d'économie sociale. Ces stratégies de développement cherchent à créer les mécanismes qui permettront d'intégrer dans la vie nationale les groupes, communautés et régions qui restent aujourd'hui en marge de la production, de la consommation et des avantages du développement en général et qui seront inclus dans les plans et programmes mis sur pied par le Gouvernement pour lutter contre la

M. Vargas Suarez (Colombie)

pauvreté absolue, pour créer des emplois et parvenir à la réhabilitation, à la normalisation et à la réconciliation de tous les Colombiens.

Nous craignons que le rapport, qui contient des suggestions et des politiques très utiles, ne soit relégué dans les archives dont on ne le sortira que pour en extraire des citations qui figureront dans les déclarations futures des dirigeants. Telle a été la triste réalité en ce qui concerne d'autres rapports de commissions internationales, comme ceux de Willy Brandt et d'Olof Palme, qui portaient précisément sur les relations Nord-Sud et sur le désarmement et le développement.

Pour éviter cela, ma délégation entend, comme l'a suggéré le Premier Ministre de la Norvège aujourd'hui, se joindre aux pays qui demandent instamment que le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement devienne un plan d'action des Nations Unies pour un développement durable. Nous nous félicitons de la présentation d'un rapport qui, dans un avenir proche, permettra de créer une relation plus appropriée entre le développement nécessaire aujourd'hui et demain et la gestion rationnelle des systèmes qui régissent la vie sur la terre.

Une mesure positive, opportune et efficace doit être prise en faveur de l'intégrité de l'environnement. L'ordre international désorganisé qui existe actuellement, et où règnent l'égoïsme et le dualisme nationaliste ou idéologique, doit s'orienter vers de nouvelles structures de coopération internationale et de justice. Les conférences internationales éludent l'engagement; elles préfèrent rester dans l'orbe d'une mauvaise conscience. Or, ce qui est en jeu ici, c'est la vie de l'homme sur la terre.

Mme RUIZ CERUTTI (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La présentation par le Premier Ministre de la Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, "Notre avenir à tous", peut avoir un impact important sur l'examen futur des questions de l'environnement à l'échelle internationale. Comme d'autres orateurs l'on déclaré, sa présence ici ne saurait être plus opportune pour souligner l'importance qu'attache la communauté internationale à l'environnement.

Lorsqu'elle a été lancé, en 1983, l'idée de la création d'une commission spéciale indépendante qui élaborerait un "programme global pour le changement" sur l'environnement a soulevé de grands espoirs, trop grands peut-être.

Mme Ruiz Cerutti (Argentine)

Au cours de la première séance de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, qui a eu lieu en octobre 1984, il a été proposé que la Commission, selon le mandat qui lui avait été confié, revoie les questions critiques de l'environnement et du développement, élabore des propositions novatrices, concrètes et réalistes, renforce la coopération internationale dans ces domaines, évalue et propose de nouvelles formes de coopération en vue d'éliminer les modalités actuelles et influe sur les politiques et les événements en vue d'apporter un changement.

Le rapport de la Commission mondiale nous montre que la Commission a atteint ses objectifs. "Notre avenir à tous" est un pas important dont l'origine remonte à la réunion de Stockholm de 1972.

Le fait que cette question de l'environnement revienne souvent ne saurait surprendre : en effet, notre planète connaît actuellement de graves dangers dus à l'augmentation de la température et à la diminution progressive de la couche d'ozone, qui menacent même la partie continentale de mon pays.

Le nouvel accent mis sur l'environnement ne doit pas nous étonner au moment où notre planète connaît une désertification progressive, où les catastrophes écologiques sont sans précédent et où le danger sans cesse croissant de "l'hiver nucléaire" paraît imminent à cause de l'intensification de la course aux armements.

Nos gouvernements l'ont également reconnu dans leurs stratégies pour l'environnement en accordant une priorité accrue à la gestion rationnelle des ressources de l'environnement dans leurs programmes de développement.

Sur une planète qui devient de plus en plus petite chaque jour à cause des progrès techniques, l'environnement est peut-être la preuve la plus évidente de la nécessité de revenir au multilatéralisme.

L'un des points principaux du rapport est précisément l'importance donnée à la nécessité d'une coopération multilatérale pour faire face conjointement aux problèmes qui, s'ils sont examinés individuellement, ne peuvent que s'aggraver jusqu'à devenir critiques, et à l'objectif d'une relation harmonieuse entre la préservation de l'environnement et la stratégie pour un développement durable.

Le rapport "Notre avenir à tous" comprend de nombreux sujets qui enrichiront nos débats au sein de cette instance et au sein de la communauté internationale tout entière. Ainsi, il conviendrait d'accorder une attention toute particulière à la crise de la dette extérieure qui affecte les pays en développement, de son

Mme Ruiz Cerutti (Argentine)

impact dangereux sur l'environnement et sur le développement politique, économique et social durable, ainsi qu'à la relation qui existe entre le commerce, l'environnement et le développement, d'une part, et les effets négatifs des pratiques de subventions des pays développés sur les marchés internationaux et le développement de nos pays, d'autre part.

Mme Ruiz Cerutti (Argentine)

Par ailleurs, ma délégation tient à faire plusieurs observations en ce qui concerne l'examen de la question de l'Antarctique dans le rapport, notamment l'inclusion de la question dans le chapitre correspondant aux "espaces mondiaux communs" et à une certaine évaluation du développement des institutions du Traité sur l'Antarctique. Néanmoins, nous ne souhaitons pas, à ce stade, traiter en détails des différentes parties du rapport car cela irait au-delà des objectifs de notre réunion, les aspects les plus saillants du rapport devant faire l'objet d'un examen au cours des travaux futurs des principales commissions de l'Assemblée générale.

Il convient cependant, au cours de cette réunion, que nous rendions hommage aux membres de la Commission, et en particulier à sa présidente, Mme Brundtland, pour avoir éveillé à nouveau la conscience du monde sur l'interdépendance des questions liées à l'environnement.

Pour la République d'Argentine, cette question doit bénéficier d'un appui international. Le Gouvernement démocratique de mon pays a accordé aux questions de l'environnement une attention prioritaire, car, comme le reste de l'Amérique latine, nous avons dû affronter une crise économique et sociale profonde qui a eu une incidence sur l'état de notre environnement et rendu nécessaire une révision de notre façon de concevoir l'environnement et des stratégies politiques que nous devons encourager dans nos pays.

Dans cet ordre d'idées, notre gouvernement s'est engagé à définir et appliquer une politique réaliste en matière d'environnement, conscient du fait que ces problèmes sont aujourd'hui plus que jamais en étroite relation avec le processus de développement et que leurs perspectives futures sont intimement liées aux décisions et aux solutions qui seront adoptées pour résoudre la crise actuelle.

Si ce monde de plus en plus limité continue d'être la cible d'attaques aveugles, les perspectives de notre environnement deviendront incertaines, voire très sombres, si l'on en croit certaines prédictions. Le temps historique s'est brutalement raccourci; l'humanité a franchi plus de frontières pendant ce siècle que durant toute son histoire.

Alors que nous progressons sans relâche, "Notre avenir à tous" nous illuminera dans notre marche accélérée vers l'avenir.

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Au cours du débat qui a eu lieu aujourd'hui, à l'occasion de la présentation par Mme Brundtland du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, nous avons entendu d'importantes déclarations qui ont reflété la préoccupation de la communauté internationale à l'égard d'un des problèmes mondiaux les plus importants : la protection de l'environnement humain dans le cadre d'un développement et d'une croissance économique continus. Ces déclarations, ainsi que l'analyse profonde que renferment les rapports de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et le Comité intergouvernemental du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), méritent toute notre appréciation et une attention minutieuse.

Les questions qui se posent aujourd'hui sont bien "Notre avenir à tous" et nos "Perspectives d'environnement d'ici à l'an 2000 et au-delà". Les liens difficiles entre la nature et la société, que bien des raisons expliquent, indiquent les limites de notre planète. Le débat d'aujourd'hui nous a également rappelé qu'il nous faut considérer ces problèmes dans une perspective plus large : soit les êtres humains vivent ensemble pacifiquement et intelligemment, soit ils périssent ensemble.

La guerre nucléaire serait la catastrophe écologique ultime, la fin de tout développement. C'est la raison pour laquelle j'estime que les notions d'environnement et de développement, et de désarmement et de développement, doivent être considérées comme des tâches connexes. Les Nations Unies sont le lieu approprié pour s'en acquitter. Les objectifs ont été reconnus, c'est à la communauté internationale d'agir maintenant. Dans un monde interdépendant, des problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Les rapports entre l'environnement et le développement, dans un monde pacifique et sûr, exigent que l'on procède à des études et à des efforts conjoints. Dans de nombreuses déclarations, il a été souligné à juste titre que surmonter la pauvreté et l'analphabétisme constitue une autre exigence de progrès dans ce domaine.

La Conférence internationale sur le lien entre le désarmement et le développement et les documents qu'elle a adoptés en sont un exemple. La question est de savoir où trouver les ressources pour s'attaquer aux problèmes de l'environnement et du développement. Une coopération internationale accrue dans ce domaine, alliée à un effort mondial en matière d'éducation, comme le propose le Secrétaire général, sont les mesures concrètes qu'il faut bientôt prendre.

Le Président

Le système des Nations Unies offre un forum unique pour un pareil effort. Il convient en particulier de saluer le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour les projets et les priorités qu'il a définis. Je suis convaincu que notre organisation fera face à ces défis dans l'intérêt de notre avenir commun, pacifique.

L'Assemblée vient ainsi d'achever l'examen de la présentation du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Le point 82 e) sera examiné par la Deuxième Commission, ainsi qu'en a décidé l'Assemblée à sa 3e séance plénière.

La séance est levée à 18 h 20.